

Sommaire / Summary

🌿 Cambodia raises 2017 minimum wage for textile industry workers	1
🌿 Chine : développement stable et durable pour l'industrie textile	3
🌿 France : Vivarte dévoile son plan stratégique	4
🌿 France : Lectra, l'épopée technologique	6
🌿 Ile Maurice : trois facteurs de délocalisation des firmes textiles	8
🌿 Ile Maurice : les employés malgaches de Floréal Knitwear remerciés	11
🌿 Inde : le sourcing indien des marques sous le feu des critiques	12
🌿 Indonesian textile manufacturers request legal certainty Asean community	14
🌿 Italie : MITI crée avec Lectra une salle de coupe intégrée	15
🌿 Japon : Fashion World Tokyo 2016, 7-9 November	17
🌿 Madagascar : la filière coton peine à se redresser	19
🌿 Maroc : l'équipementier automobile Trèves avec le textile Mafaco	20
🌿 Maroc : la stratégie ambitieuse de l'AMITH	21
🌿 Monde : mieux gérer les chaînes d'approvisionnement mondiales	26
🌿 Monde : l'amélioration des conditions de travail bénéficie aux entreprises	29
🌿 Monde : cadre de travail amélioré par l'OIT et la Banque Mondiale	31
🌿 Monde : serons-nous tous demain des super-humains grâce à la mode ?	33
🌿 Monde : note de l'OIT sur la filière textile-habillement-cuir-chaussures	37
🌿 Pakistan : innovation will help boost textile sector	39
🌿 Pakistan : fresh investment has stopped with higher business cost	41
🌿 Pakistan : Sajjad textile mill announces shut down	43
🌿 Suisse : derrière Switcher, le secteur du textile se réinvente	44
🌿 Tunisie : Bruel confection ferme, plus de 120 personnes sur le carreau	48
🌿 Tunisie : pour un appui plus conséquent de la part de l'U.E	49
🌿 Tunisie : la Fenatex mise sur Chahed	51
🌿 Vietnam garment sector likely to fail in achieving \$31b export target	53
🌿 Vietnam : textile-garment export growth cools	54
🌿 Vietnam's garment industry can't keep waiting for TPP	55
🌿 Vietnam, prochaine usine de la planète ?	57
🌿 Vietnam's Vinatex opens \$5,7m garment factory	60



Cambodia raises 2017 minimum wage for textile industry workers

Thursday, 29 September 2016 11:01 GMT By Prak Chan Thul

Industry has created 600,000 jobs that sustain rural families and have spurred years of robust growth

PHNOM PENH, Sept 29 (Reuters) - Cambodia agreed on Thursday to raise to \$153 from next year the minimum monthly wage of workers in its crucial textiles and footwear industry, which generates \$6 billion annually for the economy.

The industry has created 600,000 jobs that sustain rural families and have spurred years of robust growth, but strikes by increasingly assertive and politicized unions have become a problem for the country.

Thursday's decision followed a majority vote by government representatives, factories and unions who backed the raise from a figure of \$140 now, following months of negotiations.

The increase will help to raise workers' standards of living and boost productivity, the labour ministry said in a statement, but added, "Other benefits that workers have been receiving must be kept the same."

The new wage takes effect in January, it said.

It fell short of the sum of \$171 sought by the unions, which complained that their members struggle to make ends meet.

"We didn't get what we demanded but we thank those involved for their efforts," said Pav Sina, president of the Collective Union Movement of Workers, which says its represents 35,000 workers.

Sustaining the textiles sector is a tricky balancing act for Cambodia. Higher wages could appease workers but make the country uncompetitive, the unions say.

"If the minimum wage is set to raise every year, our industry may face challenges," Sina said. "Investors may leave to find cheaper places, so we will have to see what the future will be like."

For instance, the new Cambodia figure is more than double the \$64 minimum wage for garment workers in Bangladesh, the world's second biggest exporter of garments after China.

(Reporting by Prak Chan Thul; Editing by Amy Sawitta Lefevre and Clarence Fernandez)



La Chine vise un développement stable et écologique de son industrie textile

Publié le 2016-09-28 à 22:07 | french.xinhuanet.com

BEIJING, 28 septembre (Xinhua) -- La Chine vise à réaliser une croissance annuelle entre 6% et 7% de la production de son industrie textile pour la période 2016-2020 et rendra l'industrie plus écologique, selon un plan de développement publié mercredi.

Les exportations constituent une part stable du marché mondial du textile durant la période de cinq ans, cependant, elles seront de meilleure qualité, a noté le plan publié par le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information.

L'intensité de l'énergie de cette industrie sera réduite de 18% et les émissions de polluants baisseront de 10% pour cette période.

Les producteurs de textile de la Chine ont connu une augmentation de 7% de production en 2015, dépassant la croissance de 6,1% pour le secteur industriel du pays, selon des données officielles.

Le groupe français d'habillement Vivarte dévoile son plan stratégique

LE MONDE ECONOMIE | 22.09.2016 à 10h34 | Par [Nicole Vulser](#)

Comment redonner du lustre à un groupe français d'habillement plombé par une montagne de dettes et aux marques (Kookaï, André, Naf-Naf, Minelli, La Halle aux vêtements, La Halle aux chaussures...) à l'image complètement vieillotte ? Stéphane Maquaire, quatrième PDG en quatre ans, a dévoilé, mercredi 21 septembre, son plan stratégique à cinq ans pour tenter de remettre Vivarte dans une spirale positive. Elle a supprimé près de 2 000 emplois sur 15 000 depuis avril 2015.

Cet ex-patron de Monoprix a annoncé aux représentants syndicaux son intention de fermer 100 des 680 magasins La Halle aux chaussures. Il s'est donné deux mois pour trouver des repreneurs, bien que ces boutiques soient non rentables et mal placées, la plupart du temps en périphérie des villes. Cette hypothèse éviterait de procéder à de nouveaux licenciements.

De nombreuses marques en vente

Méthode Coué ? Le PDG a annoncé à ses troupes son ambition de « faire regagner au groupe sa place de leader du commerce de l'habillement et de la chaussure ». Pour « dégager les ressources nécessaires aux premiers investissements à venir », il va mettre en vente l'une des rares filiales très rentables, l'enseigne espagnole de chaussures Merkal. Cette cession s'inscrit dans une litanie déjà bien longue puisque Kookaï, Pataugas et Chevignon sont à vendre depuis juin. L'usine de fabrication de chaussures que l'entreprise possède en Moselle ainsi que l'enseigne Défi mode le sont depuis janvier.

Le chiffre d'affaires de Vivarte devrait atteindre 2,2 milliards pour l'exercice 2015-2016

En raison de ces cessions et de la poursuite d'une conjoncture économique dégradée dans l'habillement, le chiffre d'affaires de Vivarte continue de fondre. Il devrait atteindre 2,2 milliards pour l'exercice 2015-2016. Le résultat brut d'exploitation serait en deçà des prévisions initiales de 75 millions d'euros.

S'il a l'intention de se focaliser sur certaines enseignes, M. Maquaire a aussi la volonté d'assainir les comptes. L'entreprise ayant été placée une nouvelle fois sous mandat ad hoc au

tribunal de commerce de Paris cet été, le PDG a retrouvé une plus grande latitude pour renégocier le montant (1,5 milliard d'euros) et surtout les intérêts de la dette. Fin juillet, il s'était donné quatre mois pour restructurer la société auprès des actionnaires – les quatre fonds de pension Oaktree, GoldenTree, Babson et Alcentra.

Réduire significativement la dette

Si l'ex-patron de Vivarte, Marc Lelandais, avait réussi fin 2014 à convaincre les actionnaires de renoncer à 2 milliards d'euros de dettes (sur un total de 2,8 milliards), cela lui avait aussi coûté sa place. Après un réaménagement capitalistique, les fonds de pension avaient donné leur accord pour injecter 500 millions d'euros d'argent frais mais avaient en contrepartie négocié un taux d'intérêt faramineux (11 %) pour la dette restante (800 millions d'euros). Avec cet effet de boule de neige, les intérêts ont atteint 200 millions en deux ans.

M. Maquaire espère réduire très significativement le montant de cette dette. Des trois quarts, laisse-t-on entendre de source syndicale, ce que la direction ne confirme pas. Cet oxygène permettrait notamment d'engager la modernisation et l'équipement en numérique du parc de magasins de centres-villes.

Ce plan stratégique a été accueilli de façon diverse chez les syndicats. Karim Cheboub, secrétaire (CGT) du comité de groupe s'est déclaré « *très sceptique* ». « *Le PDG vend les bijoux de famille et procède à des licenciements larvés* », estime-t-il. A ses yeux, la direction veut éviter de mettre en place un coûteux plan de sauvegarde pour l'emploi (PSE). En revanche, Gérard Gauthier, de Force ouvrière, craint « *un nouveau PSE, qui se soldera par 500 à 600 suppressions de postes* ». Seul Jean-Louis Alfred (CFDT) juge « *cohérentes* » et « *crédibles* » les ambitions du PDG. « *Miser sur un autofinancement est une bonne chose, dit-il. Les fonds de pensions requins lâcheront-ils une partie de la dette et laisseront-ils le capitaine s'installer avant de prendre la mer ? C'est tout le débat.* »

Lectra, l'épopée technologique

Par GABRIELLE DENIS et ÉMILIE VIDAUD, publié le 22/09/2016 à 11:18

En grande difficulté il y a un quart de siècle, ce spécialiste de la découpe de matériaux souples a investi massivement et misé sur la qualité de ses produits et de ses services. Un pari réussi !

C'est l'histoire mouvementée d'un leader mondial, spécialiste de la conception et fabrication de systèmes de découpe de matériaux souples, qui a maintenu le cap contre vents et marées pendant plus de quarante ans. Une histoire de rencontre entre deux familles éprises de technologies et biberonnées à l'entrepreneuriat. Lectra naît en 1973 du coup de génie des jumeaux Jean et Bernard Etcheparre. Ensemble, ils ont révolutionné l'industrie de la mode en construisant des machines et en commercialisant des systèmes de conception assistée par ordinateur pour optimiser la découpe des tissus.

De Chanel à Dior, les grandes maisons plébiscitent cette pépite, propulsée numéro un mondial en 1984. Un potentiel qui n'a pas échappé à André et Daniel Harari à la tête de la Compagnie financière du Scribe, un fonds de participation consacré aux start-ups. Dès 1976, les deux frères soutiennent le développement de Lectra qui est introduite en Bourse à New-York en 1987. Trois ans plus tard, l'entreprise accuse une perte de 250 millions d'euros. Pour sortir Lectra de l'ornière, les frères Harari prennent les rênes et recapitalisent la société à hauteur de 80 millions d'euros. "D'une société moribonde, nous avons bâti un leader mondial", résume Daniel Harari, appelé au poste de directeur général en 1990.

MARCHÉ HAUT DE GAMME

Pragmatique, ce diplômé de l'X, HEC et Stanford négocie un virage stratégique. Alors que la concurrence se délocalise en Chine, lui fait le pari de rester en France où il opère un reengineering complet afin de diminuer les coûts de production de 25 %. Pour augmenter les marges, l'entrepreneur se positionne sur le marché haut de gamme en améliorant la qualité de service et en élevant les standards grâce à des investissements massifs en R&D.

Depuis 2000, fort de sa position de leader mondial et de ses 33 filiales internationales, Lectra est un solide partenaire technologique des industries textiles dans la mode (47 %) l'automobile (34 %) et l'ameublement (15 %). Adeptes du lean management, Daniel Harari salue "la fidélité et la solidité des équipes", un gage de pérennité pour l'entreprise dont le carnet de commandes explose en 2016. *PRIX DE L'ENTREPRENEUR DE L'ANNÉE SUD-OUEST*

Mérignac (33)

Activité : conception et fabrication de systèmes de découpe

CA 2015 : 238 millions d'euros

Effectif : 1 517

Secteur du textile : trois facteurs motivant la délocalisation des firmes

26 SEPTEMBRE 2016



Qui dit mondialisation de l'économie, dit délocalisation. Maurice ne fait pas exception à la règle. Au fil des années, des entreprises se sont implantées en terre étrangère. La dernière en date, Floréal Knitwear.

1. Faible coût de la main-d'œuvre dans certains pays

La délocalisation est la cessation totale ou partielle de la production de certains biens ou services du pays d'origine à une filiale ou à l'expansion d'une filiale existant à l'étranger et produisant les mêmes biens ou services. C'est une stratégie qui est souvent menée par des entreprises manufacturières, dans l'optique de réduire le coût de production en délocalisant leurs unités de production dans des pays où la main-d'œuvre est bon marché. Selon Swaley Peerkhan, directeur de SIMS Group of Companies, la main d'oeuvre est deux fois moins chère à Madagascar qu'à Maurice.

2. manque de main-d'œuvre

Outre le coût élevé du prix de revient à Maurice, Swaley Peerkhan parle d'un manque de main-d'œuvre locale. « On arrive difficilement à recruter des Mauriciens et nous devons faire appel à des travailleurs étrangers. » En outre, souligne le directeur de SIMS Group of Companies, les ouvriers mauriciens sont réticents à faire des heures supplémentaires. Ce qui aurait pu causer des problèmes au niveau de la livraison s'il n'y avait pas l'apport des travailleurs étrangers.

3. Rude Compétition

Le patron de SIMS Group of Companies critique aussi le manque de soutien des syndicats pour la bonne marche des entreprises. Il cite notamment leurs revendications

souvent excessives. Il avance qu'avec la rude compétition sur le marché international, les produits mauriciens doivent être de plus en plus compétitifs pour trouver preneur.

Swaley Peerkhan explique que les entreprises mauriciennes sont en concurrence directe avec des pays dont les produits sont à des prix plus compétitifs, leurs coûts de production étant moins élevés. Le directeur de SIMS Group of Companies souhaite que le gouvernement prête une oreille plus attentive aux opérateurs de l'industrie du textile.

D'autres facteurs sont aussi associés à la délocalisation. Parmi, une législation de travail plus souple, une monnaie faible, une fiscalité plus légère, un dynamisme économique et l'existence d'un pôle technologique.

Pays d'accueil

Les pays les plus prisés par les industriels mauriciens sont notamment Madagascar, l'Inde, le Mozambique, les Maldives et le Bangladesh. La Compagnie mauricienne de textile, Floreal Knitwear, Sentosa, Hong Kong Garment, General Knits Ltd, Tropic Knits et Sonia Wear sont parmi les compagnies à avoir délocalisé, partiellement ou entièrement, leurs opérations.

Formation

Les salariés sont les premiers à souffrir de la délocalisation de leurs entreprises. Si des offres d'emploi sont offertes aux techniciens et à d'autres cadres compétents dans les pays d'accueil, la plupart sont jetés sur le pavé. Dans le passé, les licenciés devaient se battre devant la cour industrielle pour avoir une compensation.

Aujourd'hui, ils peuvent intégrer le Workfare Programme, où ils bénéficient de 90 % du salaire de base ne dépassant pas Rs 14 805, mais pas moins de Rs 3 000 pendant les trois premiers mois. Du quatrième au sixième mois, les licenciés perçoivent 60 % de leurs salaires de base et à partir du septième et ce jusqu'à la fin du douzième mois. Ils ont droit aussi à des stages de formation afin qu'ils puissent monter leur entreprise.

Délocalisation interne

La délocalisation peut aussi être interne. C'est-à-dire d'un endroit à un autre. Ce qui semble être une simple formalité provoque des pleurs et des grincements de dents parmi les

salariés. Le cas le plus récent est celui de Firemount, qui quitte Goodlands pour La Tour-Kœnig. Une centaine d'employés, soutenus par leur représentant syndical Beejaye Somai, contestent vivement cette délocalisation. Ils réclament une compensation. Le ministère du Travail en a été informé.

Jean-Baptiste de Spéville, de Floreal Knitwear : « Une décision nécessaire »

Floreal Knitwear annonce le transfert de son unité de production de Maurice à Madagascar, où la compagnie opère déjà trois sites et emploie 3 500 personnes. Qu'est qui explique cette décision ? Jean-Baptiste de Spéville, Chief Executive Officer de Floreal Knitwear, fait ressortir que « cette décision est nécessaire à l'entreprise afin qu'elle reste compétitive dans un secteur extrêmement dynamique, où les marges de profit sont très faibles et où la demande évolue constamment ».

Le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne a aussi pesé lourd dans la décision de la compagnie. « Floreal Knitwear, qui exporte plus de 40 % de sa production vers le

Royaume-Uni, reste dans l'expectative quant aux effets du Brexit avec une chute importante de la livre sterling qui pourrait causer une certaine incertitude au niveau des prochaines commandes », fait comprendre son directeur.

Reeaz Chuttoo : « Une exploitation des travailleurs »

Pour Reeaz Chuttoo, secrétaire de la Confédération des travailleurs du secteur privé (CTSP), la délocalisation apporte toujours le malheur des ouvriers locaux, qui se retrouvent au chômage, du jour au lendemain.

Le syndicaliste trouve que la délocalisation d'une entreprise est un moyen d'exploiter davantage les travailleurs, les investisseurs étant toujours à la recherche de salaires plus bas et de pays où des législations du travail sont plus flexibles.

Reeaz Chuttoo avance que sa confédération syndicale est en contact avec les syndicats des pays concernés. En cas de graves problèmes industriels, prévient-il, la CTSP tiendra des manifestations devant les sièges des sociétés impliquées à Maurice.

Entreprise – Les employés malgaches de Floréal Knitwear remerciés

20.09.2016

De nouvelles victimes du Brexit. Des Malgaches travaillant à Maurice ont été remerciés, suite à la cessation d'activité de production de Floréal Knitwear. « Ils ne verront pas leurs contrats renouvelés, selon les clauses en vigueur », confirme Mathieu Razé, responsable de communication de cette entreprise, cité par le journal [lexpress.mu](#).

En effet, Floréal Knitwear, qui exporte plus de 40% de sa production vers le Royaume-Uni, et particulièrement affecté par le Brexit, s'est vu contraint de penser à sa restructuration. Celle-ci « est devenue nécessaire à l'entreprise, afin qu'elle reste compétitive dans un secteur où les marges sont très faibles, et où la demande évolue constamment », a-t-il expliqué. D'après toujours le journal [lexpress.mu](#), « son unité de production, basée à Mangalkhan, à Floréal, entame en fait la dernière étape de cette restructuration, avec comme objectif la consolidation de cette activité, cette fois-ci à Madagascar, où l'entreprise effectue déjà plus de 95% de sa production, sur trois sites de manufactures ».

Mais Floréal Madagascar a déjà connu ce même problème récemment, et s'est vu contraint de mettre au chômage technique son personnel de l'usine II. Mille trois cents employés concernés par cette mesure sont actuellement sans emploi.

Fondée en 1971, Floréal Knitwear a été l'un des premiers producteurs de textile à Maurice, et la première usine textile à s'installer à Madagascar en 1990. Floréal Knitwear a, par la suite, étendu ses activités à Madagascar, où elle possède deux usines à Tananarive et une à Antsirabe.

Rado Andriamampandry

Le sourcing indien des marques sous le feu des critiques

Un rapport largement relayé venant des Pays-Bas lance la polémique autour d'enseignes et marques payant des « salaires de misère » dans les usines d'un centre de confection textile situé dans le sud de l'Inde, forçant de nombreux travailleurs à accumuler les dettes.



Les ouvriers interrogés, qui travaillent dans 10 usines de la région de Bangalore, dans le sud de l'Inde, sont rémunérés 90 euros par mois en moyenne, et 70 % d'entre eux sont endettés, selon les conclusions du rapport, écrit par quatre organisations à but non lucratif.

Les usines en question fournissent des marques néerlandaises qui ont « reconnu l'importance d'un salaire décent ». Parmi ces dernières, Coolcat, The Sting, Mexx Europe, McGregor Fashion, Scotch & Soda, Suitsupply, WE Fashion et C&A. La Fondation C&A s'est associée avec la Fondation Thomson Reuters pour combattre l'esclavage et la traite des personnes.

« Les travailleurs ne peuvent pas faire correctement vivre leur famille avec ce salaire », conclut ainsi le rapport, « Doing Dutch », réalisé par le quatuor Clean Clothes Campaign, le Comité indien des

Pays-Bas, Asia Floor Wage Alliance et Cividep India.

« La nourriture et le logement, le plus souvent un appartement d'une pièce sans eau courante et avec des toilettes extérieures partagées, sont les principaux postes de dépense. Presque tous les ouvriers souhaiteraient acheter des aliments plus sains et plus variés, mais ils ne peuvent le faire en raison des faibles salaires. »

En réaction au rapport, les entreprises ont déclaré qu'elles sont en train de mettre des procédures en place afin de trouver une solution au problème des salaires, mais aussi du paiement des heures supplémentaires, des horaires de travail et des installations de garde d'enfants et de logement pour les travailleurs.

Le secteur textile indien, qui représente 40 milliards de dollars de revenus, est pour une grande partie informel et peu régulé. Il emploie environ 45 millions de personnes.

Toujours selon le rapport, il y a environ 300 000 travailleurs dans la région de Bangalore, répartis entre environ 1 200 usines, et 80 % d'entre eux sont des femmes.

Une employée interrogée en 2015 déclarait ainsi qu'elle marchait une heure pour arriver sur son lieu de travail et une heure de plus pour rentrer, afin d'économiser le coût du bus. « Ces femmes travaillent beaucoup pour très peu », selon Tara Scally, porte-parole de Clean Clothes Campaign.

L'Organisation mondiale du travail considère un salaire décent comme « un droit humain de base ». L'an dernier, Asia Floor Wage avait situé ce dernier à 18 727 roupies, soit environ 250 euros, par mois.

« Nous attendons des usines textiles qu'elles mettent en place un plan concret pour verser un salaire décent à tous les travailleurs et pour s'assurer que le prix d'achat des articles fabriqués permette aux fournisseurs de payer un salaire décent », conclut Gerard Oonk, directeur du Comité indien des Pays-Bas, dans un communiqué.



Indonesian Textile Manufacturers Request Legal Certainty ASEAN Community

24 September 2016 |

Textile companies urge the government to provide more legal certainty in relation to the continuously rising flow of imported textile products. The rising flow is the result of the implementation of the ASEAN Economic Community (AEC) at the start of 2016. The AEC has created a single market and production base within ASEAN member countries, implying that goods - including textiles and textile products - can flow freely within the region. However, Indonesian textile players say that many textiles that are imported from other ASEAN countries (and thus are free from import tax) actually originate from non-ASEAN countries.

This inflow of relatively cheap textile imports puts pressure on Indonesia's domestic textile manufacturing industry, an industry that has already been under pressure due to external and internal factors. Since the launch of the ASEAN China Free Trade Agreement (ACFTA) in January 2010, the Indonesian market has seen a great surge in cheap textile imports from China. Meanwhile, Indonesian textile manufacturers have difficulty to be competitive on a global scale as local gas prices are high, while the industry is highly dependent on imports of raw materials from abroad, which cause high production costs, particularly in times of rupiah depreciation.

Iwan Lukminto, President Director of listed textile producer Sri Rejeki Isman, said the AEC – even nine months after the launch – continues to post challenges, in this case challenges related to the legal framework as the origin of imported products is questioned. Many of the textile products that are imported into Indonesia from member ASEAN countries are actually (partly) manufactured in non-ASEAN countries and then transshipped into Indonesia. This means domestic textile manufacturers need to compete not only with Chinese textiles and ASEAN textiles but also with textile producers from outside these regions.

Ernovian Ismy, Secretary General of the Indonesian Textile Association (API), added that it is a breach of the AEC if non-ASEAN members benefit from the free flow of goods within the ASEAN region and therefore authorities should protect the domestic textile industry. Generally, imported goods from other countries are subjected to an import tax of 15 percent (unless a trade agreement has been implemented).

Textile products need to fulfill two requirements in order to be imported under the AEC framework: (1) the cloth needs to be manufactured in the ASEAN member nation and (2) it needs to be sown in that country. However, several ASEAN member nations import the cloth that was manufactured abroad and are only engaged in the sowing process before exporting the product to Indonesia. This is not in line with the regulations,

In 2015 Indonesia imported USD \$341.6 million worth of textile products from Thailand, USD \$227.4 million from Vietnam, and USD \$65.2 million from Singapore. Especially Singapore is a source of transshipments of textile products that are manufactured outside the ASEAN region.

Indonesia is one of the world's largest textile producers although it lags far behind China, the world's leading textile manufacturer. Indonesia aims to enhance textile exports, which contributed 1.21 percent of the country's gross domestic product (GDP) in 2015. There are currently around 3 million Indonesians working in the textile industry and therefore the industry is also an important source of jobs.

Lectra : Miti crée sa première salle de coupe cuir intégrée avec Lectra

27/09/2016 | 18:09

Grâce à Versalis®, le fabricant de meubles rembourrés haut de gamme réduit ses coûts opérationnels et atteint un niveau de qualité encore plus élevé

Paris, le 27 septembre 2016 - Lectra, numéro un mondial des solutions technologiques intégrées pour les industries utilisatrices de tissus, cuir, textiles techniques et matériaux composites, annonce la mise en œuvre d'une salle de coupe Versalis® chez le fabricant italien de meubles de luxe Miti.

Petite entreprise de Vénétie à ses débuts, Miti fournit aujourd'hui des marques de meubles haut de gamme dans de nombreux pays. L'entreprise se distingue par l'étroite collaboration qu'elle instaure avec ses clients afin de leur proposer des canapés, causeuses et fauteuils spécialement conçus pour eux et caractérisés par leur originalité.

Le fabricant réalisait jusqu'alors en interne le design et l'assemblage de ses produits, mais sous-traitait la découpe des peaux. Des objectifs de coût et de qualité toujours plus élevés ont cependant conduit l'équipe de direction de Miti à revoir les processus de production pour y inclure la découpe du cuir.

« Nous travaillons avec les marques de meubles les plus haut de gamme dans le monde ; respecter des standards de qualité élevés et des délais serrés est donc impératif pour nous. Nous sommes, par ailleurs, fiers de créer des produits offrant un excellent rapport qualité-prix », explique Roberto Poloni, président directeur général, Miti. « Grâce à notre salle de coupe interne, équipée de la solution Versalis de Lectra, nous contrôlons désormais la consommation des peaux et les coûts opérationnels, tout en nous assurant que la qualité des pièces découpées satisfera jusqu'à nos clients les plus exigeants ».

Miti a d'ores et déjà atteint ses objectifs de qualité et de découpe de 65 peaux par jour. Le logiciel de préparation à la coupe de Versalis a également permis à l'entreprise d'améliorer le placement et d'optimiser la consommation de matière : une peau peut ainsi être utilisée à plus de 70 % lors de la production de certains modèles.

Pour s'assurer que le nouveau processus reste efficace et que le fabricant maintienne ces bons résultats sur la durée, les experts de Lectra vont continuer d'accompagner Miti tout au long de ce projet.

« Etre équipé de la meilleure technologie est nécessaire, mais la réussite d'un projet aussi ambitieux repose également sur d'autres facteurs. Nous avons besoin d'une entreprise qui puisse nous guider dans notre transformation. L'expertise de Lectra dans la découpe du cuir, ainsi que son engagement à être un partenaire de long terme tout autant qu'un fournisseur de technologie, sont les raisons principales de notre décision de travailler avec elle sur ce projet », affirme Roberto Poloni.

« Versalis a fait ses preuves en aidant des fabricants de meubles rembourrés partout dans le monde à atteindre une haute qualité, d'importantes économies de matière et une plus grande productivité. Nous sommes heureux de travailler avec Miti pour que l'entreprise bénéficie de ces avantages, et ainsi l'aider dans son projet d'entreprise », déclare Céline Choussy Bedouet, directrice marketing et communication, Lectra.

A propos de Miti

Depuis 1992, l'alliance de créativité, savoir-faire et innovation dans ses designs a fait de Miti le fabricant de meubles rembourrés préféré de nombreuses marques haut de gamme, parmi les plus connues dans le monde. Une attention minutieuse aux détails tout au long du processus de design et de développement produit permet à l'entreprise d'offrir à ses clients des meubles de la plus haute qualité. Des designs précis et modernes, des matières et composants recherchés, ainsi que la sélection rigoureuse de matières, dont du cuir naturel et un large choix de tissus assortis, sont la marque de fabrique de l'offre Miti. La flexibilité dont l'entreprise fait preuve pour répondre à des demandes de produits à la carte, tout en n'utilisant que les matières les plus fiables, constituent la base des relations étroites de Miti avec ses clients.

Pour de plus amples informations, visitez le site <http://www.mitionline.it/en/>.

A propos de Lectra

Lectra est le numéro un mondial des solutions technologiques intégrées (logiciels, équipements de découpe automatique et services associés), dédiées aux entreprises qui utilisent des tissus, du cuir, des textiles techniques et des matériaux composites dans la fabrication de leurs produits. Elle s'adresse à de grands marchés mondiaux : la mode et l'habillement, l'automobile, l'ameublement, ainsi qu'une grande variété d'autres industries. Ses solutions métiers spécifiques à chaque marché permettent d'automatiser et d'optimiser la création, le développement des produits et leur production. Forte de plus de 1 500 collaborateurs, Lectra a développé dans plus de 100 pays des relations privilégiées avec des clients prestigieux en contribuant à leur excellence opérationnelle. Lectra a réalisé un chiffre d'affaires de € 238 millions en 2015 et est cotée sur Euronext.

Pour de plus amples informations, visitez notre site www.lectra.com

® Versalis est une marque déposée de Lectra.

FASHION WORLD TOKYO 2016, Japan's Largest Fashion Trade Show, to Take Place November 7-9 in Tokyo

TOKYO, Sept. 26, 2016 /PRNewswire/ -- The largest fashion trade show in Japan, FASHION WORLD TOKYO 2016 [NOVEMBER], will be held from November 7 (Mon) - 9 (Wed), 2016 at Tokyo Big Sight.

The exhibition consists of seven specialised fairs: Textiles, Fashion wear, Bags, Shoes, Fashion Jewellery, Men's fashion and OEM. The number of exhibitors has increased by 190 to 860 compared to last year, and it will attract 28,000 buyers from all over the world.

The highlight of this year is TEXTILE TOKYO, which has started to gain more attention after last year's launch. Ranging from Japan-made textiles with commitment to quality, to new unique materials, a variety of products can be found under one roof.

A new Production Technology Zone will also be launched for this edition, which will make the fair more satisfying for fashion manufacturers.

Join FASHION WORLD TOKYO 2016 [NOVEMBER], the comprehensive fashion trade show with growing attraction.

*The number of exhibitors (including co-exhibitors) are forecasts, and may differ from the actual ones at the show. Must-sees at this edition

Meet unique Japanese materials at TEXTILE TOKYO

Led by Japanese companies such as "Uni Textile" and "Lily Lace" who are proud of Japanese quality, 100 companies will exhibit from all over the world in the second edition of this fair, including textile manufacturers of cotton, silk and synthetic fiber, leather manufacturers and fashion material manufacturers of buttons and zippers. One of the most attention-drawing exhibits will be Japanese new textiles developed by the latest technology. A new comer "Lametex" will announce a new product, which provides a solution for rough feeling of the glitter fabric surface by combining processing technologies of glitter fabric and elastic fiber.

Additionally, the show will gather exhibitors carrying new and unique materials, such as special textile with "Prouision" (Ceramic ion material) that improves blood circulation, recovers muscle fatigue and eliminates active oxygen, a material knitted with Mino washi paper (Unesco World Heritage listed) featuring its smooth touch to the skin, and a textile that aims for activated carbon effect by using the thread spun out of carbonized cotton.

In addition to Japan, companies from 16 other countries including Italy, the U.S. and India will join this edition.

Visit here to source Japanese high-quality products and textiles with international character. To see the details of exhibitors & exhibits: <http://www.fashion-tokyo.jp/en/e/guide>

100 designers will gather in the special "Designer's Gate" area

"Designer's Gate" is one of the areas that attracts visitors the most, where up-and-coming designers showcase their dedicated collections. For this edition, the number of designers will double to 100 from the previous one.

Works of these designers are mostly one-off pieces and handmade therefore this is an area that cannot be missed for those searching for anything new. Check the brands here that are full of originality and free spirit and create the next trends.

[New] Production Technology Zone

The zone will be launched in response to the strong demands of apparel manufacturers. In addition to the sewing machine by a Japanese leading company "Juki," a user-friendly CAD system, X-ray inspection units for quality control and various kinds of printers will be displayed, providing the latest technologies to those involved in the production process of the apparel industry.

To request for FREE Exhibition Tickets: <http://www.fashion-tokyo.jp/en/inv>

FASHION WORLD TOKYO 2016 outline

- Date/Time: Nov. 7. [Mon] - 9 [Wed], 2016 10:00-18:00
- Venue: Tokyo Big Sight
- Organiser: Reed Exhibitions Japan Ltd.

Consisting of 7 fairs :

FASHION WORLD TOKYO 2016 - NOVEMBER - <http://www.fashion-tokyo.jp/en/>

- TEXTILE TOKYO - Textile & Material Expo Tokyo [NOVEMBER]
- TOKYO FASHION WEAR EXPO [NOVEMBER]
- TOKYO BAG EXPO [NOVEMBER]
- TOKYO SHOES EXPO [NOVEMBER]
- TOKYO FASHION JEWELLERY EXPO [NOVEMBER]
- TOKYO MEN'S FASHION EXPO -MEN'S TOKYO- [NOVEMBER]
- OEM/SOURCING EXPO [NOVEMBER]

Contact

FASHION WORLD TOKYO Show Management

Reed Exhibitions Japan Ltd.

Tel: +81-3-3349-8519

E-mail: visitor-eng.fwt@reedexpo.co.jp

Photo - <http://photos.pnasia.com/prmh/20160923/0861609883-a>

Photo - <http://photos.pnasia.com/prmh/20160923/0861609883-b>

SOURCE Reed Exhibitions Japan Ltd.



Industrie : la filière coton peine à se redresser

Par **Les Nouvelles** sur 22/09/2016

Une forte chute de la culture de coton est enregistrée dans la région Atsimo Andrefana. La filière traverse une crise depuis plus de deux décennies.

La région Atsimo Andrefana était le fief de la culture de coton dans les années 1990. Mais la filière n'a cessé de se dégrader au fil des années. D'importantes superficies de terre sont abandonnées par les paysans depuis que la société d'Etat Hasyma implantée dans la région a cessé ses activités.

D'autres opérateurs ont pris la relève ces dernières années et tentent de redresser la filière coton dans la région. Il s'agit entre autres de l'entreprise chinoise Tianli Agri qui dispose de deux usines d'une capacité de 100 000 tonnes chacune, la société Madagascar Standard group, Indosula et Dramco Sarl Madagascar, ces dernières tournent seulement de 10 à 15% de leur capacité actuellement.

Mais force est de constater que les conditions ne sont pas encore favorables pour la culture du coton dans l'Atsimo Andrefana. La production est passée de 12 000 tonnes à 2 500 tonnes entre la campagne 2015 et 2016, selon les chiffres du ministère de l'Industrie et du développement du secteur privé (MIDSP).

Pourtant, la production dans cette zone a atteint les 25 000 tonnes dans les années 1990. Une équipe technique de ce département a d'ailleurs effectué une descente dans la région du 15 au 17 septembre dernier pour assister à un atelier de présentation de la filière coton organisé sur les lieux et visiter des usines implantées localement. La délégation du ministère a poursuivi sa mission dans la région Atsimo Atsinanana pour la mise en place de la commission de Dialogue public privé (DPP).

Des pistes de solutions

La chute de la production de coton dans la région est due essentiellement à la faible pluviométrie et aux difficultés rencontrées par les paysans pour accéder aux insecticides, selon les explications reçues. A cela s'ajoute la baisse du prix d'achat au producteur et les crises politiques.

Une rencontre a eu lieu entre l'équipe du MIDSP, du ministère auprès de la présidence en charge de l'Agriculture et de l'élevage, le ministère du Commerce et de la consommation, les paysans producteurs et les opérateurs pour étudier des pistes de solutions visant à relancer la filière dans la région. Notons que la filière coton dans l'Atsimo Andrefana bénéficie de l'appui de la deuxième phase du programme Pôle intégré de croissance (Pic), à travers une assistance technique des acteurs de la filière.

Maroc : l'équipementier automobile Trèves TSC fera usine commune avec le textile Mafaco dans les intérieurs

Publié le 22/09/2016 À 06H00

Un contrat de partenariat a été signé entre l'équipementier automobile Mafaco et le spécialiste français de l'intérieur du véhicule Trèves TSC. En vue une usine à Kenitra.

Filiale du groupe Safari, Mafaco, société marocaine de fabrications cotonnières a signé en août un contrat de partenariat avec le français Trèves Textiles & seat components (Trèves TSC) pour une usine dans l'intérieur véhicule.

Dans le cadre de ce contrat, "*Mafaco fabriquera des composants de sièges en textile pour l'industrie automobile dans son usine de Kénitra, en s'appuyant sur son savoir-faire et celui de Trèves TSC*" indique la société dans un communiqué relayé par la presse marocaine.

Créé en 1948, Mafaco se présente comme un spécialiste de la fabrication des tissus denim, sportwear et des tissus à usages techniques.

Installé sur environ six hectares, le site localisé à Kénitra devrait contribuer à densifier l'écosystème de la région en augmentant la part de la valeur ajoutée locale en se trouvant à quelques encablures de la future usine de [PSA](#) qui vise un taux d'intégration de 60% dès son lancement en 2019.

Cet écosystème s'intègre également dans la stratégie d'accélération industrielle prônée par Moulay Hafid Elalamy, ministre de l'industrie et dont l'un des cinq écosystèmes dédiés à l'industrie automobile porte sur la filière "intérieur véhicule et sièges".

Spécialiste de l'intérieur du véhicule et de son environnement acoustique, Trèves revendique sur son site internet 43 implantations industrielles dans 20 pays employant environ 7000 personnes.

En pleine crise de l'automobile en 2009, le groupe français avait ouvert son capital au Fonds de modernisation des équipementiers automobiles (FMEA). Le groupe déploie son activité dans quatre domaines : "Habitacle et coffre", "Sièges et composants", "Textiles et aspects et moteur et soubassement". Il est également partenaire de constructeurs automobiles français, allemands et japonais.

[Faurecia](#) autre spécialiste, notamment des intérieurs est lui déjà installé à Kenitra avec une usine de coiffes de sièges.

Textile: Ecosystèmes, emplois, contrebande... la stratégie ambitieuse de l'Amith



L'Association marocaine de l'industrie du textile et de l'habillement a tenu, le 28 septembre, deux assemblées générales, extraordinaire et ordinaire. A l'occasion, le nouveau président, Karim Tazi, a décliné sa stratégie pour le mandat 2016-2018. Objectif, création de 46.000 emplois.

Les industriels du textile national se sont réunis le 28 septembre, à Casablanca, dans le cadre des assemblées générales extraordinaire et ordinaire de l'Amith, les premières depuis l'élection de son nouveau président, Karim Tazi.

.../...

Devant les deux cent huit membres (plus les non-membres) présents dans la grande salle de l'Esith, le patron de Marwa s'est montré rassurant: "Nous vivons un momentum exceptionnel. Tous les astres sont alignés, en particulier pour l'export. La compétitivité du Maroc a été relancée à la fois par les projets que nous faisons et par le changement de paradigme. Les prix en Asie ont augmenté. Nous l'avions dit il y a longtemps, aujourd'hui les chiffres le confirment. La Chine recule, tandis que le Maroc est en progression assez impressionnante", lance-t-il.

Pour preuve, "au 1er semestre 2016, le Maroc a enregistré une progression de 11% en termes d'exportation vers l'Europe, soit la troisième plus grosse progression mondiale, après le Cambodge et le Vietnam, qui bénéficient à la fois des taux de salaires très faibles et d'avantages douaniers", ajoute Tazi.

C'est une aubaine qu'il faudra saisir. "Nous voulons une mandature Business, apporter des solutions très claires, pour que le secteur puisse rapidement profiter de cette conjoncture", ambitionne le nouveau président, en insistant sur l'approche participative "associant tous les éléments, de l'amont et de l'aval, les petites et grandes entreprises, les exportateurs, les acteurs locaux, les régions etc.". Une approche que l'on retrouve dans la nouveau conseil d'administration de l'Amith, composé d'acteurs issus de segments hétéroclites.

Cette réorganisation n'est pas anodine: "Pour réaliser notre programme, nous avons besoin de structures permanentes et renforcées, car nos engagements, c'est de créer 100.000 emplois dans six ans. Cela n'est possible que si nous créons 8% de croissance à l'export", rappelle l'industriel, qui a succédé juin dernier à El Mostapha Sajid. Celui-ci a présidé l'Amith pendant six ans.

L'export se porte bien, mais il n'en est pas de même pour le marché local. C'est un marché "désorganisé", qui "souffre". En effet, "entre la contrebande et le programme expansionniste des enseignes low-cost, la part de l'industrie marocaine sera, à moins d'une réelle volonté politique, de plus en plus étriquée", alerte l'Amith. Comment y remédier?

Aides publiques aux écosystèmes, 46.000 emplois en vue

D'abord, en substituant à la logique des filières celle des écosystèmes, qui "nous permettent de nous regrouper pour construire une offre intégrée et innovante", explique Karim Tazi.

Dans le secteur du textile, ces écosystèmes sont le Fast Fashion, la maille, le denim (jean), les distributeurs industriels de marques nationales, le textile de maison et le textile à usage technique. Leur développement sera appuyé par des aides publiques, objet de conventions entre l'Etat et l'Amith. L'objectif est la création de 46.000 emplois et 14,7 MMDH de chiffre d'affaires additionnel.

"Nous avons déjà signé les conventions relatives à trois écosystèmes: le fast fashion, denim et distributeurs industriels de marques marocaines. Quand aux autres écosystèmes, ils seront opérationnels dans les jours, voire les semaines à venir ", annonce pour sa part Mohamed Tazi, directeur général de l'Amith depuis 22 ans.

Ces conventions portent sur l'accompagnement du développement des écosystèmes, par le biais de leviers non-curatifs et structurants, à savoir:

- Prime de 20 à 30% à l'investissement matériel porteur de croissance

- Support de 50 à 80% des dépenses de créativité et de co-développement

- Prime jusqu'à 30% pour l'acquisition d'investissement technologique à caractère prioritaire

- Prime de croissance à l'export et pour le développement de marques nationales.

Qui en profite? Selon Mohamed Tazi, "l'idée est qu'aucune entreprise porteuse de projet ne soit mise de côté. Il y a un dispositif extrêmement important d'aide publique, lequel concerne les locomotives et leur sous-traitants. mais également les PME et les TPE. Personne n'est exclu."

La contrebande, un frein au développement du marché local

Les écosystèmes seront servis par cinq pôles:

- la formation, innovation et expertise
- marché local et TPE
- Promotion et communication
- Veille, compétitivité et accompagnement des membres
- Bonne gouvernance, relations institutionnelles et sociales

Une attention particulière est portée sur le marché local, qui est "**agressé de toutes parts**", surtout par "la contrebande, le pire ennemi de la croissance. Avec l'agroalimentaire et l'automobile, le textile est de loin le secteur le plus touché", rappelle Karim Tazi. Et d'ajouter: "c'est un sujet prioritaire, qui implique un long combat et une politique globale. Notre volonté est d'interpeller les pouvoirs publics sur ce sujet."

"Nous avons essayé de mobiliser les acteurs du marché local, qui se sont associés ente opérateurs du même type de produits pour défendre, sous la houlette de l'Amith, leurs intérêts face à cette invasion de la contrebande. Nous avons tenu des réunions qui ont abouti, notamment, au blocage des ventes aux enchères des marchandises saisies par l'administration de la Douane." Cette mesure a évité au marché d'être inondé par des quantités "énormes" de marchandises clandestines. Le contraire "aurait eu pour résultat la destruction de nombreux industriels locaux".

Aujourd'hui, selon l'Amith, **la croissance est majoritairement captée par la contrebande**. L'enjeu sera de lui reprendre des parts de marché, moyennant quatre mesures:

- Réduction du gap de compétitivité par une fiscalité adaptée
- Mise en place et suivi des normes par l'association et les pouvoirs publics

- Patriotisme économique basé sur la classification socio-économique des acteurs : OUI à l'importateur industriel, NON aux importateurs détruisant la valeur ajoutée sectorielle

- Défense de la spécificité sectorielle et renforcement des comités Amith
–ministère de l'Industrie et administrations des Finances



Better Work: Mieux gérer les chaînes d'approvisionnement mondiales

Editorial | 27 septembre 2016



La semaine dernière, les dirigeants du monde entier se sont réunis à l'occasion de la [71e Assemblée générale des Nations Unies](#) à New York pour évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des [Objectifs de développement durable](#) au cours de cette première année. Décrits comme une véritable «force universelle de transformation du monde», ces objectifs forment le plan de la communauté internationale pour éradiquer la pauvreté et sauver la planète d'ici à 2030.

Alors que les responsables politiques sont en quête des meilleures solutions pour avancer, une stratégie s'impose à tous. Presque tous les pays de la terre, en particulier les plus pauvres, ont désespérément besoin de créer des emplois. Des emplois qui changent la vie parce qu'ils offrent une issue à la pauvreté et alimentent la croissance économique. Des emplois qui favorisent le respect des libertés fondamentales, indispensables au développement de sociétés inclusives. La liberté de travailler sans esclavage, sans travail des enfants ni discriminations, et la liberté de former des organisations comme les syndicats qui fassent avancer et protègent les droits des pauvres.

Le plus urgent est de trouver du travail à ceux qui n'ont pas accès à l'emploi, notamment les jeunes, les femmes et les migrants. Où allons-nous le trouver?

L'industrie mondiale du textile et de l'habillement est l'une des réponses. Elle fournit des emplois formels à des dizaines de millions de travailleurs dans les économies moins développées et les pays émergents. L'industrie textile mondiale qui fournit régulièrement des emplois décents pourrait sortir des millions de personnes de la pauvreté et contribuer à créer les conditions d'un développement durable.

Mais est-ce possible dans un monde où notre désir insatiable de vêtements bon marché et de mode éphémère exerce une formidable pression à la baisse sur les conditions de travail?

Oui, si l'on en croit notre nouvelle recherche publiée cette semaine qui remet fortement en cause toute idée d'un marchandage entre le bien-être des ouvriers et la rentabilité de l'industrie textile.

Une étude indépendante de cinq ans commandée par Better Work – un programme conjoint de l'Organisation internationale du Travail et de la Société financière internationale, membre du Groupe de la Banque mondiale – montre qu'un savant dosage de mesures commerciales incitatives, de formation et de suivi des conditions de travail, et l'engagement de tous les acteurs participant aux chaînes d'approvisionnement mondiales, peuvent faire considérablement évoluer les conditions de travail.

La bonne nouvelle est que cela ne se fait pas au détriment des résultats de l'entreprise. Au contraire, les chercheurs concluent qu'en améliorant les conditions de travail, on contribue véritablement à l'augmentation de la productivité et de la rentabilité. Par exemple, l'étude constate qu'au Vietnam, les usines de prêt-à-porter où les ouvriers déclarent bénéficier de bonnes conditions de travail sont les plus productives et les plus rentables. Dans une industrie qui se caractérise par une vive concurrence sur les prix, démontrer que l'amélioration des conditions de travail n'est pas un coût mais une composante essentielle de la réussite des entreprises est une idée neuve.

Concrètement, les femmes sont souvent les principaux vecteurs et bénéficiaires de cette réussite. Par exemple, il est avéré qu'investir dans la formation de femmes contremaîtres améliore les conditions de travail et la productivité des usines jusqu'à 22 pour cent, en grande partie parce que cela apaise les tensions et améliore la communication sur le lieu de travail. Les chercheurs attribuent aussi à Better Work le mérite d'avoir considérablement réduit les écarts salariaux entre hommes et femmes dans les usines textile que conseille le programme en Haïti, au Nicaragua et au Vietnam. Cela est particulièrement pertinent pour une industrie textile dont la main-d'œuvre à l'échelle mondiale est aux trois-quarts féminine.

L'étude souligne aussi l'impact de bonnes conditions de travail sur les familles des employés et leurs communautés. A mesure que le salaire net augmente et que la durée du travail diminue, les enfants de ces ouvriers jouissent d'une meilleure santé et leur taux de scolarisation augmente.

La mondialisation est là pour durer. La question clé est de savoir comment garantir que le commerce mondial tienne ses promesses de croissance inclusive et de prospérité partagée alors que la communauté internationale doit assumer la responsabilité de mettre en œuvre le Programme de développement durable pour 2030. Les résultats de l'étude rappellent l'importance d'améliorer la qualité des emplois et de combattre les inégalités au bénéfice d'une croissance économique plus juste et mieux partagée. Où cela nous mène-il?

Fondamentalement, c'est une question de gouvernance. Nous souhaitons tous que les conditions de travail progressent dans les usines mais l'expérience montre qu'il faut pouvoir compter sur une bonne législation, dûment appliquée, et sur une forte participation des organisations d'employeurs et de travailleurs. Cela exige davantage de volonté politique et de ressources pour que les institutions

nationales puissamment jouer efficacement leur rôle.

Les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme des Nations Unies reconnaissent aussi la place fondamentale mais distincte du secteur privé. Les dirigeants d'entreprise jouent un rôle éminent dans l'amélioration des conditions de travail et ils sont parties prenantes de Better Work. La recherche établit aussi que les délais de livraison toujours plus courts ou les changements des plannings de production à la dernière minute peuvent avoir un impact néfaste sur la durée du travail et la sécurité et la santé au travail. Il faut donc innover pour s'assurer que les réalités concrètes du travail décent dans les ateliers de confection soient intégrées dans la gestion des pratiques d'approvisionnement.

La création d'emplois et l'amélioration des conditions de travail dans l'industrie textile mondiale nous concernent tous. Nous devons renforcer la collaboration et la responsabilisation des institutions publiques, privées et civiles pour que ces ambitions se réalisent.



L'amélioration des conditions de travail dans l'industrie textile bénéficie aux travailleurs et aux entreprises

Une évaluation indépendante du programme Better Work montre des gains considérables en termes de qualité de vie pour les travailleurs des usines qu'il conseille, ainsi qu'un renforcement de la compétitivité et de la rentabilité de ces entreprises.

Actualité | 26 septembre 2016



GENÈVE (OIT Info) – Un programme conjoint de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de la Société financière internationale (SFI), une organisation du Groupe de la Banque mondiale, a permis d'améliorer considérablement les conditions de travail de centaines d'usines textile dans sept pays en développement, comme le montre une [évaluation indépendante](#).

Selon l'étude de l'Université Tufts, le programme Better Work permet aux usines d'abandonner des pratiques telles que les longues journées de travail, les rémunérations extrêmement faibles, les menaces de renvoi, le recours abusif aux contrats à l'essai. Les travailleurs connaissent une hausse de leur salaire hebdomadaire net; les heures supplémentaires excessives et les salaires insuffisants

sont de moins en moins fréquents. L'évaluation note aussi des progrès dans le comblement de l'écart salarial entre hommes et femmes, en particulier dans les usines qui bénéficient des services de conseil de Better Work en Haïti, au Nicaragua et au Vietnam.

Le programme a également enregistré des progrès substantiels dans la diminution des pratiques coercitives en matière d'emploi et la limitation du harcèlement et des violences verbales. En Jordanie, les déclarations de harcèlement sexuel ont reculé de 18 pour cent et la fréquence des travailleurs éprouvant de la peur au travail a nettement diminué elle aussi.

Former des femmes contremaîtres – un raccourci profitable

Les chercheurs ont observé que la formation aux techniques d'encadrement (FTE) de Better Work était une stratégie très efficace pour améliorer les conditions de travail et donner plus d'autonomie aux femmes dans ce secteur. L'analyse montre que les lignes de production supervisées par des femmes contremaîtres ayant été formées aux techniques d'encadrement ont permis d'accroître la productivité de l'usine de 22 pour cent, quand on les compare aux lignes des production gérées par des contremaîtres qui n'ont pas reçu cette formation.

Bénéfices pour les entreprises

Le rapport conclut que ces gains en matière de conditions de travail ne se font pas au détriment de la performance des entreprises. La recherche établit un lien direct entre de meilleures conditions de travail et des profits accrus pour les entreprises. Parmi toutes les usines suivies au Vietnam, après quatre ans de participation, les profits bruts ont augmenté de 25 pour cent.

«Les preuves d'un résultat bénéfique pour tous – améliorer les conditions de travail tout en stimulant les marges de profit – étaient jusqu'à ce jour largement empiriques. L'évaluation d'impact de l'Université Tufts a fait des progrès notables pour démontrer cette relation», affirme le Professeur Drusilla Brown, auteure principale du rapport.

A propos de Better Work

[Better Work](#), créé en 2007 par l'Organisation internationale du Travail et la Société financière internationale, membre du Groupe de la Banque mondiale, a pour objectif d'améliorer les conditions de travail et de promouvoir la compétitivité dans les chaînes d'approvisionnement mondiales du textile. Le programme est opérationnel dans sept pays: Bangladesh, Cambodge, Indonésie, Vietnam, Jordanie, Haïti et Nicaragua et touche actuellement 1300 usines employant plus de 1,6 million de travailleurs.

Le programme Better Work reçoit le soutien de plusieurs donateurs importants: l'Australie (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce – DFAT), le Danemark (Ministère des Affaires étrangères – Danida), les Pays-Bas (Ministère des Affaires étrangères), la Suisse (Secrétariat d'Etat à l'économie – SECO) et les Etats-Unis (Ministère du Travail, USDOL).

Industrie du textile: cadre de travail amélioré par l'OIT et la Banque mondiale

lundi, 26.09.2016

Les conditions de travail dans des centaines d'usines de textile de pays en développement se sont améliorées, sans entamer la productivité. Une étude a salué lundi à Genève les efforts de l'OIT et de la Banque mondiale.



Better Work est actif au Bangladesh, Cambodge, Indonésie, Vietnam, Jordanie, Haïti et Nicaragua.

"Better Work" ("Meilleur travail") a été lancé en 2009 par l'Organisation internationale du travail (OIT) et la Société financière internationale (SFI) qui dépend de la Banque mondiale. Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) soutient ce dispositif prévu auprès de 1300 usines employant au total plus de 1,6 million de travailleurs, dont 80% de femmes.

Better Work est actif au Bangladesh, Cambodge, Indonésie, Vietnam, Jordanie, Haïti et Nicaragua. Dans les cinq dernières, le programme a contribué à des améliorations qui ont "bénéficié à 3 millions de travailleurs", s'est réjoui devant la presse le chef de Better Work, Dan Rees.

Pour rappel, des usines au Bangladesh ont été victimes à plusieurs reprises d'effondrement ces dernières années. Plus de 1100 personnes étaient décédées en 2013.

Parmi les enseignements tirés de l'encadrement offert, les journées de travail ont été raccourcies, les rémunérations augmentées et le recours abusif aux contrats à l'essai abandonné. Après trois ans de programme, le salaire hebdomadaire s'est amélioré en moyenne de 7 dollars et le nombre d'heures travaillées s'est réduit de 3,5 unités, a précisé la responsable de l'évaluation, Drusilla Brown.

L'écart salarial entre hommes et femmes a notamment été diminué en Haïti, au Nicaragua et au Vietnam. Autre volet, l'efficacité du syndicat pour résoudre un problème est mieux

considérée par le patron. Au Nicaragua, les ouvriers redoutent moins d'être congédiés s'ils rejoignent une centrale syndicale.

Des avancées ont également été constatées sur les pratiques coercitives contre les travailleurs. En Jordanie, les déclarations de harcèlement sexuel ont notamment reculé de 18%, même si cette préoccupation reste importante dans plusieurs pays.

Autre problème, des usines continuent de pousser les travailleurs à un nombre trop important d'heures supplémentaires. Et malgré un recul de 40% au Vietnam, la moitié des entreprises sont toujours ciblées.

L'un des défis les plus importants sera d'établir les avancées dans la durée, selon Mme Brown. Les clients ont également leur contribution à apporter. Plus ils mettent de temps à payer leur facture, plus les salaires sont bas, a expliqué la chercheuse.

Toutes les améliorations n'ont pas pour autant entamé la compétitivité des entreprises. Les femmes contremaîtres qui ont été accompagnées par Better Work ont contribué à augmenter la productivité de leur usine de 22% par rapport à celles qui n'en ont pas bénéficié.

Un lien direct est établi entre de meilleures conditions de travail et des profits accrus pour les entreprises. Au Vietnam, seul pays évalué sur ce point, les bénéfices bruts des entreprises encadrées ont augmenté en 4 ans de 25%. Par ailleurs, dans les pays décortiqués, après trois ans de programme, un travailleur met en moyenne environ 1h20 de moins pour atteindre le même objectif.

Les responsables de Better Work appellent tous les acteurs des chaînes d'approvisionnement mondiales à collaborer, des dirigeants politiques aux usines et aux travailleurs en passant par les ONG, marques et les détaillants. Le programme montre l'intérêt "de conditions de travail de bonne qualité", affirme M. Rees qui appelle les gouvernements à renforcer les moyens de contrôle.

Environ 15'000 ouvriers du textile et 2000 directeurs d'usine de cinq pays ont contribué à l'évaluation indépendante. Les données sur les employés d'usines au Cambodge et au Bangladesh sont actuellement rassemblées. (awp)

Serons nous tous demain des super-humains grâce à la mode?

Publication: 20/09/2016 11h50 CEST Mis à jour: 20/09/2016 12h40 CEST



L'humain détient aujourd'hui les clés pour développer une capacité inédite et directe d'intervention sur sa nature biologique. C'est ce que l'on appelle le transhumanisme. Rien de récent cependant: L'idée est issue de théories fondées par des futurologues américains dans les années 1980.

On peut toutefois se demander si ce mouvement intellectuel prônant l'usage de la science pour améliorer les caractéristiques physiques et mentales humaines ne trouve pas aussi sa place dans la mode. Surmonter nos limites biologiques par les progrès technologiques, cela n'est-il pas aussi l'un des objectifs de la mode?

A l'heure de la fascination pour Wolverine, Iron Man et autres Deadshot, la question a de quoi susciter intérêt et interrogations. La mode va-t-elle nous permettre, à l'instar de l'héroïne Lucy de Luc Besson, de lire dans les pensées, de voir nos sens aiguisés à l'extrême, de ne plus ressentir aucune douleur, de maîtriser et manipuler les réseaux et les ondes, de contrôler les esprits, de changer d'apparence physique en un instant comme Mystique des X-Men, ou même de lire et d'apprendre en quelques secondes comme Clark Kent?

La recherche de la transformation des corps par la mode n'est pas nouvelle. Le corset est apparu en effet au XIXe siècle comme un moyen - certes ingénieux mais néanmoins fort peu confortable - pour afficher une taille toute en finesse.



De la même façon, la crinoline - remplacée par la suite par la tournure, permettant de donner du volume uniquement à l'arrière de la robe - donnait à la silhouette une forme bien spécifique. Elle a peu à peu disparu au début du XXe siècle à l'initiative du couturier Paul Poiret.

Il va pourtant sans dire que la mode s'est faite, depuis toujours, un instrument affirmé de transformation des morphologies par les tissus et l'habillement. La recherche de transformation - voire même dans certains cas une forme d'altération - des corps trouve encore clairement sa place dans les défilés d'aujourd'hui.

Que l'on parle aussi bien des tenues éblouissantes du défilé des "Angels" de Victoria's Secret, que l'on évoque les escarpins souvent féériques mais au design parfois dérangeant de Christian Louboutin, ou que l'on pense à la "Kendo dress", en forme d'armure, présentée par Gareth Pugh lors de sa collection automne/hiver 2008. La série de photos réalisée par David Lynch de certains des modèles fétiches de Louboutin, comme les "ballet shoes", est un exemple criant de ce phénomène.

Mais la mode fait-elle vraiment de nous des post-humains? On parlera en réalité surtout ici de "science artistique". Le transhumanisme dans la mode n'en est qu'à ses balbutiements, plus esthétique en apparence que technologique. La mode semble en effet incapable de transformer totalement le corps, ce qui limite les effets du transhumanisme dans ce champ. Et là est bien la limite.

Contraintes sociales, conjoncturelles et circonstanciennes, tout autant que corporelles ont tât fait de freiner l'imagination des couturiers: le corps a beau trouver une certaine modification par le vêtement, il n'en demeure pas moins qu'il doit toutefois s'adapter aux lignes des contours et des profils.

Malgré tout, des vêtements hautement technologiques commencent à investir le marché de la couture.

Le jour est proche où nous porterons tous les jours des tissus qui repoussent les insectes (une première version est déjà disponible chez Columbia Technology), où que nous arborerons des tissus qui peuvent changer de teinte ou de taille, qui s'éclairent, ou qui préservent l'environnement. Eux aussi ils existent déjà!

Plusieurs projets de tissus extensibles qui changent de couleur quand on les étire ont d'ailleurs été réalisés. Des chercheurs de l'Université de Cambridge ont en effet mis au point une encre à base de cristaux photoniques synthétiques. La créatrice britannique Amy Rainbow Winters a elle aussi mis en place son textile réactif. Enfin, le projet Homo Textilus, né de la collaboration de la société TomorrowLand, du designer bien connu Hussein Chalayan, et du laboratoire de l'ENSAIT fait naître un tissu électro-chromes, c'est-à-dire qui change de teinte grâce à une impulsion électrique.



Porterons nous bientôt des vêtements lumineux? C'est déjà chose possible chez Phillips avec la technologie Skin Probe, chez Luminex, avec des chaussures étincelantes, ou encore chez Rainbow Winters qui propose des robes confectionnées avec des LED. Et la londonienne Rainbow Waters ne s'arrête pas là dans l'innovation! Elle propose également des pièces réagissant aux éléments (à l'eau et au soleil), mais aussi au bruit avec la robe "orage", sur laquelle apparaissent des éclairs en fonction des sons produits.

Evoquons enfin la gamme de vêtements dépolluants lancée par Catalytic Clothing, fruit du travail conjoint de la designer Helen Storey et du chimiste Tony Ryan. Plus encore, les améliorations physiques ne sont-elles pas également déjà d'actualité?

Panasonic a ainsi développé le Soft ExoSuit, un exosquelette bio-inspiré et développé en collaboration avec la Darpa (Defense advanced research project agency aux Etats Unis). Le but de l'exosquelette est de venir apporter un soutien musculaire logé sous les vêtements du porteur, à un travailleur ou plus vraisemblablement pour ce projet à un soldat.



Il a aussi été créé pour venir en aide aux personnes handicapées et ayant des difficultés à se mouvoir, dès lors que l'habit optimisé augmente les capacités physiques de son utilisateur. Autant d'inspirations que l'on peut retrouver chez Philipp Plein et les bras robotisés de son top dans la campagne de la collection hiver 2016. De la fiction à la réalité, il n'y a donc qu'un pas, que la mode semble prête à franchir.



[Laure-Alice Bouvier](#)



27 septembre 2016

Textiles; vêtements; cuir; chaussures



L'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure se caractérise par une production dispersée sur le plan géographique et des évolutions rapides déterminées par le marché, et elle offre des possibilités d'emploi à des millions de travailleurs dans le monde, notamment à des jeunes femmes. Etant donné la diversité et le profil des travailleurs, le secteur dispose des atouts nécessaires pour contribuer largement au développement économique et social.

La tendance du secteur vers une production plus rapide et plus flexible ainsi que vers une baisse des prix s'est accélérée en 2005, à la suite de l'abandon progressif de l'Accord multifibres. En outre, les industries du textile et des vêtements se caractérisent aujourd'hui par une forte volatilité, une faible prévisibilité, et des marges bénéficiaires généralement limitées. La production est en général sous-traitée à des fournisseurs dans différents pays, ce qui entraîne une concurrence vigoureuse qui tire les prix vers le bas. En outre, l'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure continue d'être l'un des secteurs à plus fort coefficient de main-d'œuvre, malgré les progrès de la technologie et des pratiques de travail.

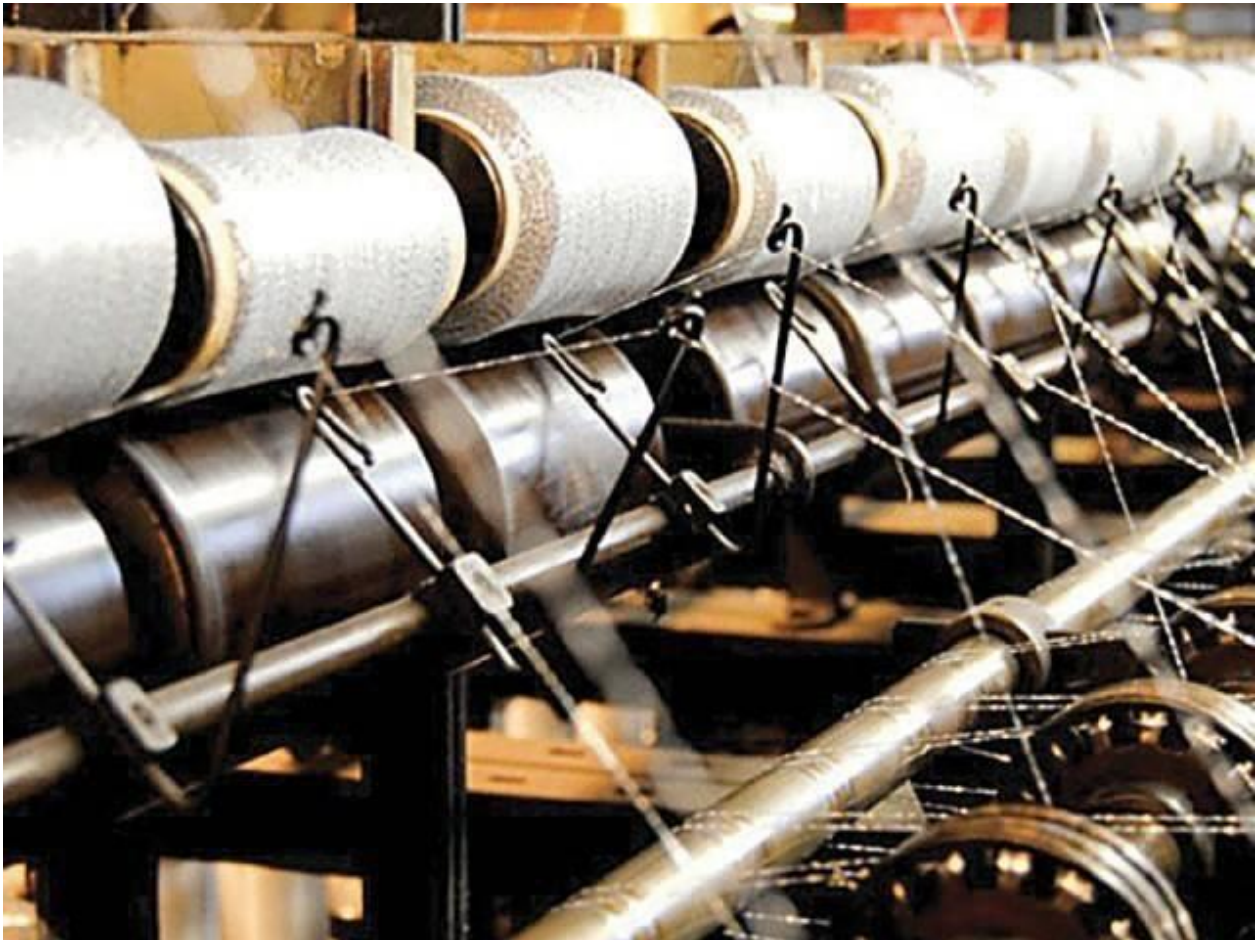
L'effondrement de l'immeuble Rana Plaza au Bangladesh en 2013 et l'incendie d'une usine au Pakistan en 2012 ont marqué un tournant dans le monde du travail. Ces accidents tragiques ont attiré l'attention du monde entier sur les conditions de travail des travailleurs du textile en général. Depuis lors, l'amélioration de la coopération entre les mandants tripartites et d'autres parties prenantes s'est soldée par la négociation de nouvelles initiatives aux niveaux mondial et national.

L'OIT favorise le travail décent dans l'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure en:

- encourageant le dialogue social sur les possibilités et les défis majeurs dans le secteur et en permettant aux mandants tripartites de parvenir à un consensus sur les mesures permettant d'y faire face;
- renforçant et en diffusant les connaissances relatives aux tendances et évolutions récentes;
- encourageant la mise en œuvre des normes internationales du travail et en renforçant la conformité des lieux de travail;
- en renforçant les capacités des mandants sectoriels en ce qui concerne différents aspects (SST, compétences, salaires minima, etc.);
- en renforçant les partenariats et la cohérence des politiques entre les différentes parties prenantes aux niveaux mondial, régional et national.

Innovation will help boost textile sector

Published: September 29, 2016



Research report says sector needs to engage in product modernism to sustain market share.
PHOTO: EXPRESS

LAHORE: Highlighting the dire situation faced by one of Pakistan's key export orientated sector, the Lahore School of Economics conducted a research that concluded that the textile sector requires a continuous flow of technological innovations.

The research suggested the sector needs to constantly engage in product modernism to sustain its market share in global trade.

The textile sector, which aimed to double its exports from \$13 billion to \$26 billion after the European Union granted generalised scheme of preferences plus status to Pakistan from

January 2014, is witnessing a gradual downfall after merely touching export revenue of \$13.8 billion in fiscal year 2013-14. Textile exports in fiscal year 2015-16 stood at \$12.45 billion.

Textile firm enters dairy business with Rs2b investment

The textile sector is the largest manufacturing sector in Pakistan, contributing one-fourth to total industrial output, employing 40% of the industrial labour force, and making up 56% of national exports.

However, as compared to the rest of the world, the textile sector in Pakistan has stagnated and its share in world textiles exports has been falling throughout the last decade. Thus, in order to sustain its market share the sector needs a continuous flow of innovation.

The research

A recent analysis of the dynamics of firm level innovation activities conducted by the LSE used a sample of 431 Pakistani textile and apparel manufacturers, and found that 56% of the surveyed firms introduced technological and non-technological innovations during this period.

Also, 38% of firms introduced new products through these were incremental in nature since the majority of those products were only new to the firm and not new to the market. There were also six enterprises who introduced products that were first in the world and all six firms were from Sialkot.

The researchers also found that innovation increases with firm size; large firms have an innovation rate of 83%, followed by medium sized firms (68%) and small sized firms (39%).

Pakistani textiles take a hit, orders drop 50%

Technologically innovative firms were found to be spending 10% of their turnover in 2015 on innovation mainly for acquiring newer vintages of capital with the purpose of introducing new and improved products and processes.

Lack of availability of funds within the enterprise was found to be the single most important cost factor hampering innovation. Also, firms were found to be more focused on innovation than promoting growth.

Published in The Express Tribune, September 29th, 2016

Textile industry: Fresh investment has stopped with higher business cost

Published: September 28, 2016

FAISALABAD: A continuous increase in the cost of doing business over the past many years has stalled fresh investment in textile business as well as stymied export growth and turnover, said a top official of an association of exporters.

“The government should frame a comprehensive strategy to stem the cost increase in order to accelerate the pace of industrialisation and save the livelihood of millions of workers,” said Pakistan Textile Exporters Association (PTEA) Chairman Mian Ajmal Farooq at the body’s annual general meeting on Tuesday.

[Textile Asia 2016: Sector has great potential to create jobs, says Rashid](#)

Speaking to a large number of exporters, Farooq said in prevailing economic conditions, the higher production cost was the core issue faced by textile exporters.

The export of goods has come under pressure because of what businessmen say financial constraints, industrial slowdown, heavy burden of taxes and high energy cost, which are hurting industrial and trade activities as well as productivity.

Airing concern over the persistent fall in the country’s exports, newly elected chairman Farooq said Pakistan’s share in world textile and clothing trade, worth an estimated \$718 billion, had dropped to 1.7% from 2.2% less than a decade ago, with regional rivals capturing a greater market share.

Bangladesh’s share has increased from 1.9% to 3.3% and India’s have grown from 3.4% to 4.7% during the same period.

He emphasised the need for forging unity in the textile industry in an attempt to press the government to focus on strengthening the economy and increasing industrial productivity.

[Textile firm enters dairy business with Rs2b investment](#)

Outgoing PTEA Chairman Asghar Ali, while presenting his annual report, described the government’s initiatives of restoring the zero-rated tax regime for textile exports and payment of outstanding tax refunds as positive, believing these would help to accelerate the pace of industrialisation in the country.

He also welcomed the government's move to supply around 60 million cubic feet of liquefied natural gas per day to textile mills in the previous winter, which kept the production cycle running without interruption.

“Though Pakistan's economy has lost significant momentum, our exporters have held the ground against heavy odds and achieved export targets,” he remarked.

Published in The Express Tribune, September 28th, 2016

Sajjad Textile Mill announces shut down

110 textiles mills have already closed their operations in Pakistan due to unfavourable market conditions and continuous losses

KARACHI: During the ongoing tenure of the pro-business government, another textile unit in Pakistan, Sajjad Textile Mills Limited, has announced its closure while 110 textiles mills have already closed their operations mainly due to increasing cost of doing business.

The company stated in a filing with the stock exchange that the board of directors of the company in its latest meeting had decided to suspend the manufacturing operations of the Company with immediate effect.

Sajjad Textile Mills reasoned that the company is going to close its manufacturing operations due to persistent unfavorable market conditions and continuous losses being sustained by the company.

Sajjad Textile Mills Limited, a spinning company, was engaged in producing high quality combed and carded yarn.

'In order to settle certain outstanding liabilities, the Directors proposed and approved to dispose off the machinery of the company in accordance with the prescribed procedure'. The company further informed its shareholders

It is important to mention here that the Sajjad Textile Mills limited, in a bid to deal with unfavorable business environment had installed new machinery last year in Card, Drawing and Ring Departments.

Chief Executive Officer Muhammad Asim Sajjad said the disparity between cotton and yarn rates, mainly attributable to unplanned influx of yarn from India, along with increased energy cost compensated the management's efforts in terms of numbers.

The Company incurred Rs 193 million losses in nine months of current fiscal by the end of March 2016.

Reportedly, at least 30 per cent textile industry in Punjab has been closed down, as the cost of doing business in the textile sector has skyrocketed and the burden of incidental taxes, provincial cess, system inefficiencies and the punitive withholding tax regime have added fuel to the fire.

The All Pakistan Textile Mills Association (Aptma) Chairman Tariq Saud has claimed that at least 110 textile mills have closed down their operations in the last one year due to the high cost of doing business, particularly the cost of electricity and gas.

'The high cost of doing business has started hitting textile industry severely, as further closure of operations of the textile mills was reported to the association. "The current situation is fast getting out of control, which is quite evident from the free fall of exports over the last three months," he pointed out.

TEXTILE

29 Septembre 2016

Derrière Switcher, le secteur du textile suisse se réinvente

Par Joan Placade Impactées par le franc fort, les marques suisses de textile misent sur l'innovation dans les matériaux pour toucher des marchés à forte valeur ajoutée, comme le biomédical ou la haute couture.



La faillite de Switcher en mai 2016 interroge quant au devenir du textile suisse. Certains choix du repreneur indien Prem Group, comme celui de délocaliser la totalité de la production en Inde, ont été publiquement mis en cause par le fondateur Robin Cornelius. Ils ne suffisent toutefois pas à expliquer le déclin marqué et continu de l'emblématique marque à la baleine sur la dernière décennie, qui a vu son chiffre d'affaires passer de 82 millions de francs en 2007, à 40 millions en 2012, et jusqu'à 25 millions la dernière année.

C'est aujourd'hui le textile suisse dans son ensemble qui accuse le coup, plus encore depuis l'abandon du taux plancher début 2015. Une situation d'autant plus préoccupante que la branche pèse encore significativement sur l'économie du pays, les 200 entreprises membres de Swiss Textiles générant à elles seules près d'un milliard chaque année. La baisse des exportations en valeur, -13% vers l'Italie et -15% vers l'Allemagne – les deux principaux partenaires – a été pointée du doigt par l'association faitière qui tire aujourd'hui le signal d'alarme.

Vögele, qui a multiplié par six ses pertes, estimées à 62 millions de francs pour le dernier exercice, invoque également une forte concurrence tarifaire sur le marché intérieur. Pour Peter Flückiger, directeur de Swiss Textiles, l'achat en ligne est pénalisant pour les distributeurs suisses de vêtements: «L'administration des douanes a déclaré une hausse de 0,4% des exportations. Le chiffre m'a beaucoup surpris. En regardant plus en détail, on s'est rendu compte que 40% des marchandises concernées étaient des retours d'achats en ligne effectués à l'étranger! Les consommateurs commandent plusieurs tailles et renvoient ce qu'ils ne retiennent pas.»

Face à la pression tarifaire, les délocalisations s'accroissent, mais la stratégie risque de ne pas suffire. Parmi les 63 000 employés des **entreprises** de Swiss Textiles, 50 000 travaillent déjà hors des frontières. Une donnée qui tend à relativiser l'importance du franc fort, malgré des droits de douanes, – dénoncés par l'association – qui érodent les marges du secteur. Calida, qui avait en 2003 délocalisé sa production depuis son usine de Sursee vers la Hongrie, a accusé un repli de 12% de son chiffre d'affaires et une contraction de ses marges de 28%, à 17 millions en 2015. Porté dans les années 2000 par les rachats successifs d'Aubade et plus récemment de Lafuma, qui limitent son exposition au taux de change, le groupe marque finalement le pas.

Capitaliser sur l'image de marque

Au contraire, certaines marques qui ont su se recentrer sur leurs valeurs et leur cœur d'activité affichent une belle résistance. Zimmerli, créateur suisse de lingerie haut de gamme, met en avant sur son site web un repositionnement réussi au tournant des années 2000. Sur le segment depuis 1871, le fabricant exporte aujourd'hui 75% de sa production, depuis son unique usine de Mendrisio au Tessin, et ce malgré le franc fort.

«Nous avons réduit les collections et amélioré la productivité, mais nous avons surtout travaillé sur le réseau de distribution, relève Marcel Hossli, CEO de Zimmerli. Les magasins spécialisés disparaissent, alors nous misons sur le commerce en ligne. En parallèle, nous

ouvrons des boutiques qui nous servent de vitrine. Le Swiss made jouit d'une excellente image de marque, nous capitalisons dessus.» Après une ouverture à Macao en 2014 visant le marché chinois, Zimmerli vient ainsi d'inaugurer en novembre dernier un magasin à Genève, situé sur la rue du Rhône. Une stratégie suivie par plusieurs enseignes suisses, telle Strellson, alliant costumes haut de gamme et lignes sportswear, qui a étendu son réseau en France en 2015.

Zimmerli est loin d'être un cas isolé. De nombreuses marques suisses, parfois bicentennaires, s'appuient sur leur image pour se renouveler. Pionnier du vêtement de sport en 1821, Nabholz propose aujourd'hui des lignes urbaines qui s'efforcent de garder l'esprit sportswear des débuts. Un positionnement qui n'est pas sans rappeler le récent retour en force de Lacoste. La marque française pousse ainsi la référence à ses origines jusqu'au bout, en brodant sur certains sweat-shirts le slogan «René did it first».

En Suisse, Lahco, créée en 1922 et popularisée dans les années 1960 avec ses maillots de bain, était moribonde au début des années 2000. Reprise par la styliste Renate Millauer en 2003, la marque a joué la carte «rétro» en renouvelant le design qui avait fait son succès quarante ans plus tôt et ainsi amorcé une véritable renaissance tout en produisant en Suisse.

Ecrire l'avenir

Le Swiss made semble donc loin d'être mort, comme le relève Peter Flückiger, directeur de Swiss Textiles: «Le textile suisse, ce sont aussi beaucoup de PME dont les noms sont peu connus car travaillant pour de grandes marques. Par exemple, le savoir-faire de Saint-Gall, sous-traitant pour la haute couture, génère une importante valeur ajoutée.»

Neuf broderies sont encore actives sur la ville, dont Jakob Schlaepfer, 50 employés, fournisseur de tissus et dentelles pour Gucci, Dior ou Chanel. Martin Leuthold, directeur de la création, admet ne pas avoir ressenti l'impact du franc fort: «Nous travaillons sur de toutes petites séries et sur de faibles volumes. Le prix n'est pas l'argument décisif pour nos clients, qui privilégient la qualité et la nouveauté. Il faut innover constamment quand on travaille pour la haute couture. Nous commençons actuellement à produire des dentelles en silicone pour des couturiers.»

Le travail sur les matériaux est au centre des efforts de la branche. En 2015, Swiss Textiles a lancé, conjointement avec l'EMPA, l'Institut fédéral de recherche sur les matériaux, le programme de recherche Subitex, pour le développement de tissus biomédicaux. Un tournant crucial, textiles techniques et haute couture représentant aujourd'hui plus de la moitié de la

valeur ajoutée générée par la branche. La société Schoeller, autrefois active dans la laine de Schaffhouse, a été distinguée en 2011 par un Swiss Technology Award pour sa technologie iLoad qui permet de diffuser des principes actifs par la peau au travers du vêtement.

Les applications médicales offrent ainsi des possibilités de reconversion à de très anciennes industries, comme la corderie Meister dans le canton de Berne. Créée en 1869, cette entreprise familiale produisait des cordes en chanvre pour l'agriculture. Désormais, elle renouvelle la corde tressée en développant des matériaux biocompatibles pour le domaine chirurgical, en particulier des implants reliant os, tendons et muscles.

Une garantie de valeur ajoutée pour Marcel Meister, son CEO: «Avec le franc fort, sur les produits traditionnels, certains clients étrangers nous ont demandé de leur faire 10%, alors que sur nos **innovations** nous avons pu tenir nos marges. La force de l'enseigne est d'avoir su évoluer à chaque génération, en conservant son savoir-faire et ses valeurs. Combiner la tradition et l'innovation de pointe pour créer un produit unique est aujourd'hui la clé du succès.»

Tunisie : « Bruel confection » ferme, plus de 120 personnes sur les carreaux

par [African Manager](#) - 27/09/2016 16:39

0



Le président de la Fédération nationale du textile en Tunisie (Fenatex), Belhassen Gherab, a confirmé dans une déclaration ce mardi 27 septembre 2016 à Africanmanager que la société française de confection Bruel a décidé, la semaine dernière, de fermer définitivement ses portes et ce, suite à plusieurs difficultés financières dues à la situation générale du pays.

Bruel est une société française installée à Zazouna, à Bizerte et qui opère dans le secteur du textile et habillement. La société emploie plus de 120 personnes et a à son actif une cinquantaine d'années d'expérience dans le secteur.

Ennaceur : La Tunisie aspire à un appui plus conséquent de la part de l'UE

par African Manager - 20/09/2016 18:52

0



La Tunisie aspire à un appui plus conséquent de la part de l'union européenne (UE) pour relever ses défis en matière d'investissements et de déficit budgétaire, a affirmé, mardi, le président de l'Assemblée des représentants du peuple Mohamed Ennaceur.

» Les défis auxquels fait face, aujourd'hui, la Tunisie exigent un appui plus conséquent et un surcroît d'effort de la part de l'UE « , a-t-il ajouté à l'hémicycle du Bardo, à l'ouverture des travaux de la 2e réunion de la commission parlementaire mixte Tunisie-UE, indique un communiqué de l'ARP.

Selon Ennaceur, l'UE se pose en partenaire privilégié de la Tunisie dans la mobilisation des ressources financières, la réalisation des projets de développement et le soutien de la transition démocratique dans le pays.

Le président de l'ARP a salué l'adoption, le 14 septembre courant, par le Parlement européen, d'une » résolution sur les relations de l'UE avec la Tunisie dans le contexte régional actuel « . Ennaceur s'est dit persuadé que le Parlement européen ne lésine pas sur les moyens pour inciter les institutions des pays membres de l'UE à concrétiser les recommandations prévues dans la résolution.

» Il s'agit notamment de la mise en œuvre d'un programme spécifique au profit de la Tunisie équivalent au » plan Marshall » pour la relance de l'économie, a-t-il précisé. La résolution adoptée par le Parlement européen prévoit un ensemble de mesures économiques et sociales au profit de la Tunisie, dont la conversion des dettes tunisiennes en projets

d'investissement.

De son côté, le président de la commission parlementaire mixte du côté européen, Pier Antonio Panzeri a indiqué que la deuxième réunion a donné lieu à l'examen des moyens de développer la coopération entre les deux parlements d'autant, a-t-il dit, que le but ultime de cette commission est de renforcer le partenariat stratégique et de contribuer à la réussite de la transition démocratique en Tunisie.

Selon l'eurodéputé, l'accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA) représente un pilier fondamental dans la réalisation du progrès économique et social et la création de postes d'emploi.

» Le Parlement européen est disposé à soutenir la semaine de la Tunisie qui aura lieu, fin novembre prochain à Bruxelles « , a-t-il assuré, ajoutant que cette manifestation ne manquera de promouvoir les relations Tunisie-UE.

Tunisie-Textile : Après le faux bond de Essid, la Fenatex mise sur Chahed

par African Manager - 27/09/2016 17:50

0



Le secteur du textile et habillement continue de subir de plein fouet les effets de la crise économique, financière et sécuritaire qui sévit dans le pays depuis la Révolution. Un secteur en berne et des chiffres qui ne cessent de clignoter au rouge au point que plusieurs investisseurs ont choisi de mettre la clé sous la porte. Les problèmes sont multiples : Des ennuis avec les banques, les assurances...

» Rien ne bouge (...) Rien n'a changé (...) Rien n'a été fait ». C'est avec ces termes que le président de la Fédération nationale du textile en Tunisie (Fenatex), Belhassen Gherab, a décrit la situation du secteur, faisant remarquer dans une déclaration ce mardi 27 septembre 2016 à Africanmanager que la Fédération attend encore une réaction de la part des autorités. L'ancien chef du gouvernement, Habib Essid, leur avait promis un Conseil ministériel retreint (CMR) sur le secteur du textile et habillement, mais n'a été fait dans ce sens. « Nous sommes encore en attente du CMR. La situation est toujours mauvaise. Les entreprises du secteur ont a marre. Plusieurs ont fermé leurs portes ».

D'après les chiffres, une perte d'à peu près 12% des exportations des produits finis et des importations de matières premières a été enregistrée durant les 5 dernières années. Le nombre des fermetures s'élève jusqu'à aujourd'hui à près de 300. Un nombre important par rapport à un secteur qui embauche plus de 170 mille personnes.

Le président de la Fenatex a dans le même contexte indiqué que la situation du secteur du textile et habillement n'est pas bonne, voire même chaotique, mettant ainsi en garde contre l'importation

massive en provenance de la Turquie et de l'Asie, deux destinations qui pèsent plus de 90% dans les importations tunisiennes en textile et habillement, selon ses dires. Cette situation a obligé, selon lui, plusieurs entreprises à fermer leurs portes ; il a cité le cas récent de la société française de confection Bruel, qui avait décidé, la semaine dernière, de fermer définitivement ses portes et ce, suite à plusieurs difficultés financières dues à la situation générale du pays. Bruel est une société française installée à Zazouna à Bizerte et qui opère dans le secteur du textile et habillement. La société emploie plus de 120 personnes et affiche une cinquantaine d'années d'expérience dans le secteur. La néerlandaise Eutrico a aussi cessé ses activités au début du mois de septembre. Elle était installée à Menzel Jemil, dans le gouvernorat de Bizerte. Elle employait plus de 320 personnes.

Un plan d'urgence s'impose!

Interrogé sur les solutions et les revendications de la Fédération, Belhssan Gherab a appelé à rationaliser les importations et mettre en place un plan d'urgence pour sauver le secteur : » La Fédération attend toujours la réaction du nouveau chef du gouvernement, qui doit prendre au sérieux le dossier du textile et habillement et trouver les solutions adéquates », a-t-il dit.

Il est à indiquer à ce propos que le secteur du textile et habillement se positionne comme un pilier de l'industrie tunisienne et conserve une place de choix dans l'économie nationale ; elle contribue fortement au maintien des équilibres socio-économiques de la Tunisie. Il est subdivisé en 6 branches d'activité (filature, tissage, finissage, bonneterie, confection et industries diverses du secteur (accessoires...)).

Le secteur du textile et de l'habillement en Tunisie compte 1 789 entreprises employant 10 personnes et plus, dont 1 503 produisent totalement pour l'exportation. Il constitue un des principaux secteurs de l'industrie manufacturière en termes d'emploi. Il embauche plus de 170 000 personnes. A fin 2014, le nombre d'entreprises étrangères s'est élevé à 1113 unités employant plus de 122 800 personnes. Le flux des IDE en 2014 est de 28,3 MTND dont 11,2 MTND au titre de nouvelles créations et 17,1 MTND sous la forme d'extension de projets. La part du secteur dans le PIB était en 2011 de l'ordre de 2186 MD, soit 20,31% du total du PIB des industries manufacturières tunisiennes.

Vietnam garment sector likely to fail in achieving \$31b export target

YarnsandFibers News Bureau, 2016-09-20 12:00:00 - Saigon

News Tags: decade's lowest growth level of 4.3 percent. Truong Van Cam, deputy chairman of Viet Nam Textile and Apparel Association, due to order shortage, likely to fail in achieving its export turnover target this year, lower its export target to \$twenty nine million, sector will need basic, synchronous investment, Vietnam garment and textile sector

Saigon



Vietnam garment and textile sector due to order shortage likely to fail in achieving its export turnover target of US\$31 billion this year which will be decade's lowest growth level of 4.3 percent. Therefore, Truong Van Cam, deputy chairman of Viet Nam Textile and Apparel Association (VITAS) want to lower its export target to \$29 billion.

Cam said that domestic garment and textile firms should discuss with each other the difficulties in competing with foreign companies. They have also urged their member companies to avoid internal competition while enhancing co-operation to share orders. The local firms

should strive to reach the export turnover of around \$2.66 billion a month in the year-end months to meet the whole year's target. In fact, the sector will need basic and synchronous investments to not only overcome difficulties and ensure sustainable and fast growth.

Hung Yen Garment Joint Stock Corporation has 13 businesses with more than 14,000 labourers. The corporation targeted an export turnover of \$280 million, but by the end of last month had only reached \$160 million, posting a 10-per cent drop compared to last year.

Nguyen Xuan Duong, chairman of the corporation's management board, said that his firm had enough orders for this month, but in previous years the number of contracts at this time was usually enough for production until the end of the year.

In addition, the exchange rate and salary policies have made prices higher 2-4 percent higher than those of textiles from other countries. The increasing production costs, limited orders and pressure by exporters to reduce selling prices have placed a burden on their corporation, Duong added.

Further, the exchange rate of the Vietnamese dong had not been adjusted for years, while the currencies of other countries were devalued by 18-20 percent, making their products 20 percent cheaper than Vietnamese ones.

Importers want them to lower selling prices by 18-20 percent, even 30 percent. However, several still found partners from other countries and have also received small orders until the end of the third quarter of the year.

According Hoang Ve Dung, chairman of the Duc Giang Garment and Textile Corporation's management board, obtaining orders had become more complicated, demanding higher quality and advancing delivery deadlines.

In the first eight months of the year, export turnover of garment and textile products reached \$18.7 billion, meeting 64.5 per cent of the annual target.

Last update 06:00 | 25/09/2016

Textile-garment export growth cools

Vietnam's textile-garment exports still increased in the first first eight months of this year but at a slower pace than in the same period last year.

Vietnam shipped abroad US\$18.7 billion worth of textile-garment products in the January-August period, up 4.4% year-on-year, according to the Vietnam Cotton and Spinning Association (VCOSA).

VCOSA vice chairman Nguyen Hong Giang said the growth slowed compared to that in previous years and below expectations due to a lack of orders and falling demand on global markets.

If the tough situation continues, it will be hard for the sector to earn US\$29 billion in revenue this year, which is even lower the target of US\$31 billion set earlier this year, Giang said at a news briefing on Tuesday to introduce the 16th Vietnam International Textile and Garment Industry Exhibition (VTG 2016) slated to take place in November.

The decrease in export orders resulted from mounting competition from rivals including China, India, Cambodia, Bangladesh, Myanmar, and Sri Lanka. In addition, Cambodia and Myanmar enjoy tax incentives when selling textile-garment products to the European Union (EU), making their products even more competitive.

In the past two weeks, a number of textile and garment exporters have had no orders to fulfill, said Pham Xuan Hong, chairman of the HCMC Association of Garment-Textile-Embroidery-Knitting (AGTEK).

Given fierce competition on global markets, Hong suggested firms invest in advanced machinery and equipment, choose high-quality materials to cut production costs and raise the competitiveness of their products, and focus on free-on-board (FOB) contracts.

Besides competition, domestic apparel firms are grappling with difficulties, brought about by the minimum wage rise and regulations on inspections.

Fewer foreign direct investment (FDI) approvals have been registered for the textile and garment industry this year than in previous years.

In 2014 and 2015, many foreign enterprises rushed to invest in the sector to capitalize on opportunities from the Trans-Pacific Partnership (TPP) trade agreement, which allows firms to enjoy tax breaks when exporting products to member states.

But investors are in standby mode in the U.S. election year as it the election result could affect the future of the multilateral trade pact, Giang of VCOSA said.

Hong of AGTEK shared Giang's view, saying that the implementation of FDI projects in Vietnam's garment and textile sector may be slower than scheduled as investors would wait for the U.S. presidential election result.

But Giang said Vietnam is still attractive to foreign investors thanks to its free trade agreements with Japan, South Korea and the EU, not to mention the fact that the production cost in Vietnam is cheaper than in many other markets.

Up to many foreign retailers want to choose Vietnam to invest instead of China, Giang said, citing data from the U.S. Fashion Industry Association (USFIA).

Last update 14:00 | 24/09/2016

Vietnam's garment industry can't keep 'waiting for the TPP'

VietNamNet Bridge - 2016 is expected to be the most difficult year in the last decade for Vietnam's textile and garment industry. While waiting for preferential tariffs to be offered by the TPP, Vietnamese companies are seeing orders 'flee' to other countries.



Fulfilling the business plan in the first six months of the year, Phong Phu JSC saw its export turnover decrease significantly against the first half of last year.

The textile and garment industry this year expects a modest 6 percent growth rate in output and 2.5-3 percent only in turnover this year. Phong Phu's CEO said this shows stiff price competition in the world market.

The EU market has shrunk with importers trying to force prices down or canceling orders. The Japanese and South Korean markets in the first six months of the year were also weaker than the same period last year, according to Vu Duc Giang, the chair of Vitas (Vietnam Textile & Apparel Association).

Giang said Vietnamese companies still can 'hold back' in the first half of the year, but since August, the lack of orders has put pressure on them. Not only small enterprises, but a Japanese-invested enterprise in Long An has also closed its workshops because of the lack of orders.

2016 is expected to be the most difficult year in the last decade for Vietnam's textile and garment industry. While waiting for preferential tariffs to be offered by the TPP, Vietnamese companies are seeing orders 'flee' to other countries.

Large markets now tend to import products from India, Cambodia, Pakistan and Myanmar. In 2015, Cambodia's garment exports to the EU outstripped Vietnam, becoming the fifth largest garment exporter to the market.

In 2010, Vietnam's exports to the EU were double that of Cambodia's.

Amid great difficulties, Vitas has cut its forecasted export turnover in 2016 from \$31 billion to \$29 billion.

According to Le Quang Hung, chair of Garmex Sai Gon, the production cost in Cambodia and Myanmar is \$100 per person per month, while the figure has risen to \$300 in Vietnam.

As a result, though Vietnamese workers are more skilled, they cannot compete in prices with the other countries.

Analysts said once free trade agreements are signed, Vietnamese enterprises will be able to enjoy preferential tariffs.

However, to date, Vietnam has only signed an FTA with South Korea, while the FTA with the EU will take effect in one month and Vietnam has to wait for TPP to be ratified.

According to the Vietnam-EU FTA, the EU will remove tariffs on imports from Vietnam, but only seven years after the FTA takes effect. The average export tariff to the market is 9.6 percent.

Trinh said that Vietnam follows the policy on exchange rate stabilization, therefore, Vietnamese garment exports are less competitive than exports from other countries which devalue their currencies.

Le Vietnam, prochaine usine de la planète?

Publié le mardi 20 septembre 2016 à 17 h 42 | Mis à jour le 20 septembre 2016 à 20 h 33

Après avoir été la destination favorite des manufacturiers de la planète pendant près de trois décennies, la Chine a perdu de son attrait et de sa compétitivité au cours des dernières années. Aujourd'hui, les manufacturiers regardent davantage vers l'Inde, le Bangladesh, et surtout le Vietnam.

Au beau milieu d'une usine de textile au coeur d'Ho Chi Minh-Ville, Nguyen Thi Bao découpe des tissus. La chaleur est écrasante et les ventilateurs tournent à plein régime, mais la femme de 28 ans ne se plaint pas.

Au contraire, elle se dit choyée d'avoir trouvé cet emploi. Un gagne-pain qui lui a permis de quitter les champs familiaux et d'enfin déménager en ville. Un geste répété des dizaines de milliers de fois par d'autres Vietnamiens, en quête d'une meilleure vie.

Ma famille et mes amis me trouvent chanceuse, dit-elle avec le sourire. L'usine de textile est propre, mon patron nous paie la nourriture et il m'offre aussi un billet annuel pour que je retourne voir ma famille.



Nguyen Thi Bao coupe des tissus dans une usine au Vietnam Photo : Yvan Côté

La Chine en perte de vitesse

Aujourd'hui, la Chine n'est plus le pays préféré des manufacturiers du monde. Le coût de la vie augmente sans cesse chez le géant asiatique, entraînant avec lui les salaires et les coûts de production à la hausse.

Voilà pourquoi les gestionnaires d'entreprises ont trouvé de nouvelles adresses pour brasser des affaires. Parmi elles, l'Inde, le Bangladesh, mais surtout le Vietnam. Le petit pays d'Asie du Sud-Est a une position géographique avantageuse, une population de 90 millions de personnes qui est encore jeune et surtout, une main-d'oeuvre bon marché.

Je travaille plus de cinquante heures par semaine. Avec les heures supplémentaires, j'arrive à m'en sortir, mais ce n'est pas suffisant. Mon mari travaille aussi dans une usine.

Les ouvriers au Vietnam gagnent en moyenne 250 \$ à 300 \$ par mois. Un salaire trois à quatre fois moins élevé qu'en Chine pour un travail comparable. Une véritable aubaine pour les manufacturiers, qui arrivent dorénavant en masse.

Foxconn et Intel s'installent

Paul Norriss et son partenaire d'affaires emploient 450 personnes dans leur usine de textile. Hors de question pour eux de bouger. Le chiffre d'affaires de leur entreprise grimpe chaque année et la main-d'oeuvre lui permet de produire des vêtements de qualité pour des marques comme Quicksilver et Penguins.

« Lorsque nous sommes arrivés au Vietnam, explique Norriss, il y avait toutes sortes d'embûches administratives et de barrières que nous devons surmonter ».

« Maintenant le pays s'est ouvert, ajoute-t-il, et Hanoï encourage le commerce et les investissements étrangers. L'expérience a été fantastique pour nous. »

Une classe moyenne en progression

Les géants comme Samsung, Foxconn (qui produit entre autres les téléphones Apple) et Intel ont d'ailleurs eux aussi décidé de déménager plusieurs de leurs opérations de la Chine vers le Vietnam.

Une décision qui a engendré des dizaines de milliers d'emplois, et qui a fait en sorte que la classe moyenne au Vietnam croît plus rapidement que dans n'importe quel autre pays d'Asie du Sud Est.



Usine de textile au Vietnam **Photo : Yvan Côté**

Le Vietnam a enregistré une croissance de 6,68 % en 2015, malgré les ralentissements économiques mondiaux.

Il s'agit de sa plus forte croissance depuis 2011 et l'une des plus importantes sur la planète.

Plusieurs analystes croient que ce taux ira en s'accroissant alors que le pays multiplie les accords de libre-échange (Partenariat transpacifique, Accord de libre-échange entre le Vietnam et l'Union européenne ainsi que la création de la Communauté économique de l'ASEAN).
« Nous avons réussi à sortir 6 millions de personnes de la pauvreté en cinq ans, indique Nguyen Hong Duong, le chef adjoint du Département des échanges internationaux avec l'Amérique au sein du gouvernement vietnamien. Deux facteurs expliquent notre succès : la personnalité des Vietnamiens et la stabilité de notre gouvernement. »

Critiques muselés

Un bilan économique qui contraste cependant avec celui du respect des droits de la personne. Le Parti communiste gouverne toujours sans opposition au Vietnam et il continue de museler les voix dissidentes qui osent dénoncer les abus et la corruption du parti. Le classement de Reporters sans frontières place d'ailleurs le Vietnam juste devant la Syrie et la Chine en matière de liberté de presse en 2016.





Une passante dans une rue du Vietnam Photo : Yvan Côté

Qu'importe, pense Thi Bao, comme bien d'autres Vietnamiens, « ma vie s'est améliorée par rapport à celle de mes parents et je ne voudrais jamais retourner travailler dans les champs ». Le Vietnam suit donc les traces de la Chine pour devenir la nouvelle usine de la planète. Et il utilise les mêmes méthodes pour s'assurer de réussir.

Vietnam's Vinatex opens \$5.7m garment factory

By Michelle Russell | 26 September 2016

Font size  Email  Print 

The Vietnam National Textile and Garment Group ([Vinatex](#)) has inaugurated a new US\$5.7m garment factory, located in the central province of Ngh? An.

The Vinatex Hoàng Mai factory, which spans 32,000sq m, will produce around 11m tonnes of high quality knitted garments, and men's and women's underwear, across 24 production lines in its first phase – mainly producing exports bound for the Japanese market.

The new facility will provide around 900 local jobs, with the investment aimed at promoting the development of commercial services, infrastructure, and helping to raise revenue for the province, contributing to social security and sustainable poverty reduction.

State-owned Vinatex is the country's largest textiles and apparel group, and expects export turnover to increase by around 10% this year to \$2.6bn, according to local reports. The group reported an export value of \$2.37bn last year. In order to meet its growth target, the group is focusing on supporting its subsidiaries to expand their export markets, general director Lê Tin Trung told local reporters.

Vietnam's apparel exports exceeded \$27bn in 2015, surpassing a target of \$20bn set for 2020, and are expected to hit \$31bn this year. The garment industry is urging the government to create a development strategy to 2025, with a vision towards 2040, in order to help firms take advantage of opportunities and overcome challenges brought by free trade agreements.

Vietnam is likely to see some of the biggest apparel export gains from the Trans-Pacific Partnership (TPP), as well as a recently concluded free trade agreement with the EU.

[Vietnam garment industry calls for "strategy update"](#)

In August, labour groups and businesses agreed on a 7.3% increase in the national minimum wage – just a week after proposing a freeze on salaries for the country's garment workers. But the rise is the smallest rise since a minimum wage system was first introduced in 1997.

[Vietnam minimum wage to rise 7.3% in 2017](#)